CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

JANVIER 2010

1 janvier – Justin NARDON, 77 ans, handicapé, mort en prison en dépit de son état de santé
Détenu au Centre Pénitentiaire de LIANCOURT, il avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, était malade du cancer et souffrait de graves problèmes cardiaques depuis 2 ans. Le tribunal de l'application des peines avait ajourné sa demande de suspension de peine au titre de la loi KOUCHNER du 4 mars 2002.
Depuis cette date 438 détenus en ont bénéficié.

La loi pénitentiaire du 25 novembre 2009 prévoit la possibilité pour les détenus âgés de 70 ans et plus de demander leur libération conditionnelle. 3,7% de la population carcérale (2465 détenus) ont plus de 60 ans.

2 janvier – Vœux de Nicolas SARKOZY « En 2010 nous réformerons la justice pour qu'elle protège davantage les libertés et qu'elle soit plus attentive aux victimes »
Site du Ministère de la Justice : installation d'un groupe de travail à propos de la sécurité des surveillants.

3 janvier – Emotion après un meurtre commis par un déséquilibré en suivi thérapeutique le jeune homme est revenu sur les lieux d'une première agression.

6 janvier – Jean Amédée LATHOUD Procureur Général à VERSAILLES a été nommé Directeur de l'Administration Pénitentiaire. Il remplace Claude d'HARCOURT qui est resté 4 ans à la tête de la DAP. Il est nommé préfet Hors Cadre.

8 janvier – Fin de la prise d'otage à la Maison Centrale d'ENSISHEIM.

9 janvier – Philippe LEMAIRE (Procureur Général à RIOM) ancien sous-directeur de l'Administration Pénitentiaire animera le groupe de travail consacré aux violences subies par les surveillants.

13 janvier – Maltraitance « ordinaire » dans les hôpitaux - 1^{ier} bilan du pôle santé rattaché au Médiateur de la République-
4795 requêtes reçues en 2009
- 10% font état de violence (morales, physiques, matérielles)
- 8% non respect des droites des patients
- Un cas sur deux relève d'une situation de maltraitance « ordinaire ».

14 janvier – « Le débat sur la sécurité reste intimement lié au poids de l'Etat jacobin ». Laurent MUCCHIELLI, sociologue, rappelle que 50 réformes de droit pénal ont eu lieu depuis 2002. Véritable frénésie sécuritaire :

- Augmentation des gardes à vue entre 2001 et 2008 +72%
- Le nombre de caméras de vidéosurveillance explose.

15 janvier – Tensions entre juges et policiers sur la garde à vue. Plusieurs décisions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ont condamné la TURQUIE en 2008 et 2009 pour défaut de présence de l'avocat au début de la garde à vue.

En France visite d'une 1/2 heure de l'avocat au début de la mesure sans accès au dossier ni aux interrogatoires. Régimes dérogatoires : 48 heures criminalité organisée jusqu'à 72 heures pour les stupéfiants et le terrorisme.

16 janvier – Le plus haut magistrat du parquet Jean-Louis NADAL émet des réserves sur la réforme de la justice.

La Cour Européenne des droits de l'Homme a estimé en 2008 que le procureur français n'était pas une « autorité judiciaire » du fait de son statut hiérarchiquement soumis au pouvoir politique

19 janvier – Justice pénale : un parquet omnipotent et sans contre-pouvoir serait dangereux
Antoine COMTE (avocat)

26 janvier – Décès de Jean-François LE FORSONNEY avocat de Christian RANUCCI guillotiné le 28 juillet 1976.

28 janvier – Les statistiques officielles sous-estiment le nombre réel de gardes à vue. 580108 recensées en 2008
+ 250.000 gardes à vue routières
+ 37.500 gardes à vue dans les DOM – TOM.

28 janvier – Les prisons surpeuplées du Mexique secouées par une flambée de violence. Mercredi 20/01/10 affrontement entre détenus 24 morts prison de DURANGO.

Certaines cellules sont occupées par des dizaines de détenus. Les plus chanceux dorment sur le sol. Les autres debout.

29 janvier – Le projet de loi sur la sécurité intérieure instaure le couvre feu pour les mineurs. Durcissement du texte par la commission des lois de l'Assemblée Nationale.

L'audition des détenus se fera par visioconférence sauf avis contraire de l'autorité judiciaire et hors confrontation.

30 janvier – La chancellerie veut étendre la possibilité de « plaider coupable » pour tous les délits quelle que soit la peine encourue (aujourd'hui – de 5 ans).

FEVRIER 2010

2 février – Monsieur HORTEFEUX et Madame ALLIOT – MARIE s'opposent au sujet des agressions des personnes âgées. A plusieurs reprises, la garde des sceaux s'est opposée publiquement au ministre de l'intérieur. « Aujourd'hui, il y a 40% des incriminations pénales qui ne sont jamais utilisées par le juge ».

Pierre BOTTON visé dans une affaire d 'escroquerie. L'ancien détenu venait d'être missionné pour améliorer les conditions d'entrée en prison.

5 février – Procès du gang des barbares – Les députés pourraient lever le huis clos.

6 février – Tentative de suicide d'un détenu de 15 ans. Quartier des mineurs de la M.A. de ROUEN.

6 février – Garde à vue : sortir de la logique policière.

Gonflé par la « culture du chiffre » imposée aux policiers par le Ministre de l'Intérieur, le nombre des gardes à vue explose. Pour corriger cette situation choquante, il faut redonner aux magistrats toute leur place dans l'enquête.

Tribune de Jean-Pierre DINTILHAC, Jean FAVARD et Roland KESSOUS (magistrats honoraires à la Cour de Cassation) Introduisons l'habeas corpus dans notre droit c'est la seule garantie pour un procès équitable. Revenir au sens étymologique de la garde à vue : garder les personnes interpellées le temps de les conduire devant un juge…. C'est à ce moment que devrait s'ouvrir la première phase du procès.

7 et 8 février – La photo en prison, une liberté contrôlée. Exposition au musée CARNAVALET du 10 février au 4 juillet 2010. Dans l'imagerie de la prison, l'humain est le grand absent. Un comble quand on parle de surpopulation.

10 février – Le gouvernement muscle son dispositif sécuritaire. Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI).

10 février – Jean-Pierre DUBOIS Président de la Ligue des Droits de l'Homme « Dans les prisons nous voulons proscrire les sorties sèches » Toute fin de peine doit s'exécuter à l'extérieur sous contrôle judiciaire.

10 février – Un adolescent de 15 ans se donne la mort à la prison de ROUEN. Le jeune garçon avait été incarcéré après avoir agressé un éducateur dans un centre fermé. Il y a eu 15 suicides en prison depuis le début de l'année (122 suicides en 2009 dont un mineur).

- Face à l'extension du parquet, les juges du siège affirment leur indépendance.

11 février – Polémique après le placement en garde à vue de trois collégiennes. Le menottage donne lieu à polémique.

13 février – Monsieur BESSON veut restreindre les droits des sans papiers. « Le projet de loi crée pour les étrangers un régime d'exception en matière de droits » Stéphane MAUGENDRE Président du GISTI.

15 février – Monsieur BOCKEL doute de la réforme de la procédure pénale. Il craint une justice à deux vitesses. « Je ne voudrais pas que la réforme de la procédure pénale soit l'occasion de faire émerger chez nous un système où les plus aisés seraient les mieux défendus ».

Mardi 16 février – Rencontre avec Monsieur Alain JEGO
Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires

A ma demande Monsieur JEGO m'a reçu au siège de la Direction à LILLE durant une heure. Je lui ai remis un dossier présentant la FARAPEJ, l'histoire de TRAIT D'UNION et le document distribué aux familles à SEQUEDIN.

Depuis le 1ier janvier 2010 la SIGES filiale de SODEXO assure l'accueil des familles dans les établissements à gestion déléguée. Il s'agissait de faire le point à propos de la cohabitation SIGES – associations.

J'ai évoqué le cas de SEQUEDIN, le bureau occupé par PRISON JUSTICE 59 a été « réquisitionné » par la SIGES pour en faire un local d'accueil des enfants. PJ59 a du se rabattre sur le local à poussettes qui ne dispose d'aucune fenêtre. Une promesse a été faite : une fenêtre devrait être percée en juillet. Fin mars une convention devrait être conclue : SIGES PRISON JUSTICE 59 et la Direction de SEQUEDIN.

Le Directeur interrégional a indiqué aux directeurs d'Etablissement qu'ils devaient tenir compte pour cette convention des caractéristiques particulières de chaque association (ancienneté sur le site, activités spécifiques notamment s'agissant des enfants).

S'agissant du quartier Maison d'Arrêt de LOOS, il appartient au Centre Pénitentiaire de Lille, à ce titre la SIGES y interviendra aussi pour l'accueil des familles. Une convention devrait être conclue en avril 2010.

Monsieur JEGO pense qu'à terme tous les établissements pénitentiaires feront l'objet d'une gestion déléguée. Ceci permet d'assurer un financement pérenne aux établissements. Par contre en vertu d'une décision du Conseil Constitutionnel il est exclu que des prisons soient gérées en totalité par le secteur privé.

L'ouverture du Centre Pénitentiaire d'ANNOEULLIN est prévue en juin 2011. Cela devrait permettre de fermer les maisons d'arrêt de Béthune et d'Arras.

S'agissant des établissements de LOOS, Monsieur JEGO affirme qu'ils sont « indignes » d'accueillir des détenus. La question de savoir s'ils feront ou non l'objet d'une réhabilitation ou d'une destruction n'est pas tranchée.

Monsieur JEGO lors de ses précédentes fonctions à NANTES, à DIJON a eu l'occasion de travailler avec la FRAMAFAD membre de l'UFRAMA. Dés son arrivée à LILLE il s'est enquis de l'existence d'une FRAMAFAD, il a regretté son absence.

L'ouverture d'une unité hospitalière spécialement aménagée à SECLIN dans le domaine hospitalier est prévue fin 2012, début 2013 – unité de 60 lits. Monsieur JEGO m'a indiqué qu'il souhaitait que je l'informe en cas de dysfonctionnement.

17 février – Garde à vue : le parlement bouscule le gouvernement. Jean-François COPE met en place un groupe de travail UMP, la chancellerie tarde à présenter sa réforme.

17 février – « La justice doit être rendue par les juges. Le parquet n'est pas que l'avocat de la société » Tribune de l'avocat Daniel SOULEZ LARIVIERE « Le milieu judiciaire a pour leitmotiv à la fois de se plaindre et de ne rien changer. S'il y a un coup de ciseau à donner ce serait pour couper le lien entre les magistrats du siège qui jugent et leurs collègues du parquet qui requièrent.

« Un principe en marche, l'égalité des armes c'est la condition d'un procès équitable »
Thierry LEVY Avocat

21 et 22 février – Meurtre de la mère d'Ibrahima… les ratés de la justice. Le suspect était assigné à résidence chez ses parents à quelques centaines de mètres de chez sa future victime. La ministre propose un bracelet GPS pour les maris ou compagnons violents.

23 février – Big Bang chez les sages. A compter du 1er mars, le Conseil Constitutionnel fait sa mue. L'institution pourra désormais être saisie par les justiciables. Ils auront la possibilité de contester les lois qui ne lui ont pas encore été soumises.

Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) peut-être soulevée devant toutes les juridictions.

23 février – Prisons : nouvelle polémique après le suicide de Jean-Pierre TREIBER. Depuis le 1ier janvier **18** détenus se sont donné la mort dans les établissements pénitentiaires. Il était un détenu particulièrement surveillé (DPS) soumis à l'isolement.

Au 1/1/10 60978 détenus pour 54988 places disponibles.

24 février – Madame ALLIOT – MARIE lance la concertation sur la réforme contestée de la procédure pénale. Il s'agit de consacrer une véritable séparation entre l'autorité d'enquête et la fonction de contrôle de l'enquête.

Présentation de l'avant projet de loi qui prévoit la suppression du juge d'instruction et le renforcement du parquet.

- Garde à vue : avocat présent à la première heure puis à la 12ième heure de garde à vue, lors de la 2ième visite accès aux procès verbaux d'interrogatoire de son client et il pourra faire des démarches. Lors de prolongation : droit d'assister son client.

- Création d'une ***interpellation*** de 4 heures pour des délits passibles de moins de 5 ans de prison.

- Projet de juge de l'enquête et des libertés (JEL) chargé du contrôle impartial de l'enquête du parquet. Il interviendra pour autoriser ou non les actes correctifs de l'enquête (écoutes, perquisitions, détention provisoire). Il pourra exiger du Parquet qu'il effectue des actes de procédure.

- La partie citoyenne A côté de l'actuelle partie civile création de la « partie citoyenne » qui pourra être reçue à agir même lorsqu'elle a un intérêt indirect à agir (exemple : un contribuable pourra agir contre d'éventuelles malversations de la mairie).

25 février – Un adolescent se donne la mort dans un établissement pour mineurs à NANTES. (2ième suicide dans un EPM depuis leur, création en 2007)

26 février – Débat sur la violence psychologique au sein du couple. Proposition de loi UMP – PS, soutenue par le gouvernement crée un délit passible de 3 ans de prison.

En France une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son compagnon. Meurtres au sein du couple : 20% de l'ensemble des homicides. Enquête : une femme vivant en couple sur deux est victime de violences physiques, sexuelles ou psychologiques.

MARS 2010

2 mars – Nouvelle offensive des avocats contre les conditions de la garde à vue. Depuis le 1ier mars application de la loi du 10 décembre 2009 : « Question prioritaire de constitutionnalité » Droit de soutenir qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garanties par la Constitution. Dans le cas présent l'article 63-4 du Code de Procédure Pénale qui encadre la garde à vue.

L'universitaire Jacques VIGUIER comparait en appel devant les Assises du Tarn pour le meurtre de son épouse. Il avait été acquitté en 1ière instance en 2009 faute de cadavre et de preuve.

3 mars – La réforme de la justice consacre le pouvoir du parquet. Michèle ALLIOT – MARIE soumet le projet de loi contesté aux professionnels.

- Le projet de loi réformant la phase d'enquête de la procédure pénale ne devrait pas être examiné avant le 1ier trimestre 2011.

- La Garde à vue : le tribunal de PARIS lundi 1ier mars a retenu l'exception d'inconstitutionnalité des gardes à vue françaises. La question va être soumise à la Cour de Cassation qui dispose de 3 mois pour la transmettre ou non au Conseil Constitutionnel.

- 2 mars concertation des professionnels de la justice à propos de l'avant projet de loi du futur Code de Procédure Pénal.

- Suppression du juge d'instruction aboutissement d'un processus entamé en 2002. Le ministère public conduit 96% des enquêtes.

- Les magistrats du parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux.

- Il devra enquêter à charge et à décharge sous le contrôle du juge de l'enquête et des libertés (JEL)

- Le texte prévoit un devoir de désobéissance des magistrats du parquet.

- Le JEL pourra demander au parquet de réaliser des actes d'enquête.

3 mars – Le soupçon plane sur la suppression du juge d'instruction.

Juin 2006 la commission parlementaire constituée après l'affaire d'OUTREAU fait 80 propositions pour réformer la procédure pénale : 1/01/2011 collégialité juges d'instruction.

7 janvier 2009 intervention du Président de la République devant la Cour de Cassation, il annonce la fin du juge d'instruction.

Mars 2010 Michèle ALLIOT – MARIE présente une réforme de la procédure pénale sans précédent qui supprime le juge d'instruction sans toucher au statut du parquet.

3 mars – La prescription de l'abus de biens sociaux est modifiée. « La prescription du délit passible de 3 ans de prison passe de 3 à 6 ans à compter du jour où l'infraction a été commise quelle que soit la date à laquelle elle a été constatée » Modification de la jurisprudence de la Cour de Cassation.

4 mars – Le gouvernement soupçonné de vouloir étouffer les dossiers politoco financiers. « Six ans de délai de prescription à partir du moment où les faits sont commis (Abus de biens sociaux) c'est court surtout pour des affaires qui nécessitent des vérifications à l'étranger » Renaud VAN RUYMBEKE juge d'instruction.

Le dossier de Marc MACHIN examiné par la Cour de Révision. Condamné en appel à 18 ans de Réclusion criminelle, en 2008 un autre homme s'était accusé du meurtre.

4 mars – Europe : la vigie des droits de l'homme victime de son succès. La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme intéresse la France à 3 titres à propos de la réforme de la procédure pénale :

- La garde à vue
- La motivation des arrêts d'Assises
- Le statut du procureur.

La France est au 4^{ième} rang des pays les plus condamnés depuis la création de la Cour en 1959.

5 mars – Au Mexique imbroglio judiciaire à propos d'un Français emprisonné. Gilles MOREAUX, accusé d'enlèvement crie son innocence et dénonce des violences policières. Médecin mexicain : « les examens médicaux et psychologiques prouvent qu'il a té torturé » Conditions de détention : « on est 3 dans une cellule de 4 m/2 sans fenêtre. Je dors par terre avec les cafards et les rats sans eau potable ni électricité ».

9 mars – « A NICE, le train des polémiques sécuritaires ne s'arrête pas » Le Président UMP du Conseil Général dénonce le maintien en liberté d'un homme soupçonné d'action de vandalisme.

Réponse d'Eric de MONTGOLFIER (procureur de NICE) « Quel que soit le besoin exprimé au nom de l'opinion publique, on ne peut pas s'asseoir sur la loi ».

10 mars – Journal gratuit METRO « L'ennui ronge les prisons ». Rapport annuel du contrôleur général des lieux de privation de liberté : « Toute personne condamnée est tenue d'exercer au moins l'une des activités proposées par le chef d'établissement » La crise financière aurait fait perdre plus de 30% du nombre d'emplois l'an passé. « En prison l'offre d'activités est trop faible, si on ne fait pas plus d'efforts on risque de multiplier les tensions » Jean Marie DELARUE.

11 mars – « Des prisons d'un autre âge » Maître Etienne NOËL, avocat membre de l'Observatoire International des Prisons, a coordonné l'action de 38 détenus ou ex-détenus de la Maison d'Arrêt de ROUEN devant le Tribunal Administratif pour

violation de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme interdisant les « traitements inhumains ou dégradants ». Témoignage : « Tout est contenu dans 10 mètres carrés, j'ai vécu 40 mois dans mes toilettes »

Les 12 contrôleurs ont visité en un an 163 lieux de privation de liberté. « Les personnes sortent rarement de ces lieux autrement que brisés ou révoltés » « La prison suscite l'ennui ». « Les fiches de paye sont d'insondables mystères ». « La vidéosurveillance exerce une fascination et dissimule souvent un manque de personnel ».

Réforme de la justice : Madame ALLIOT – MARIE face à la fronde des professionnels. Magistrats et avocats ont défilé contre le projet de loi. Les policiers ont été reçus par la Ministre.

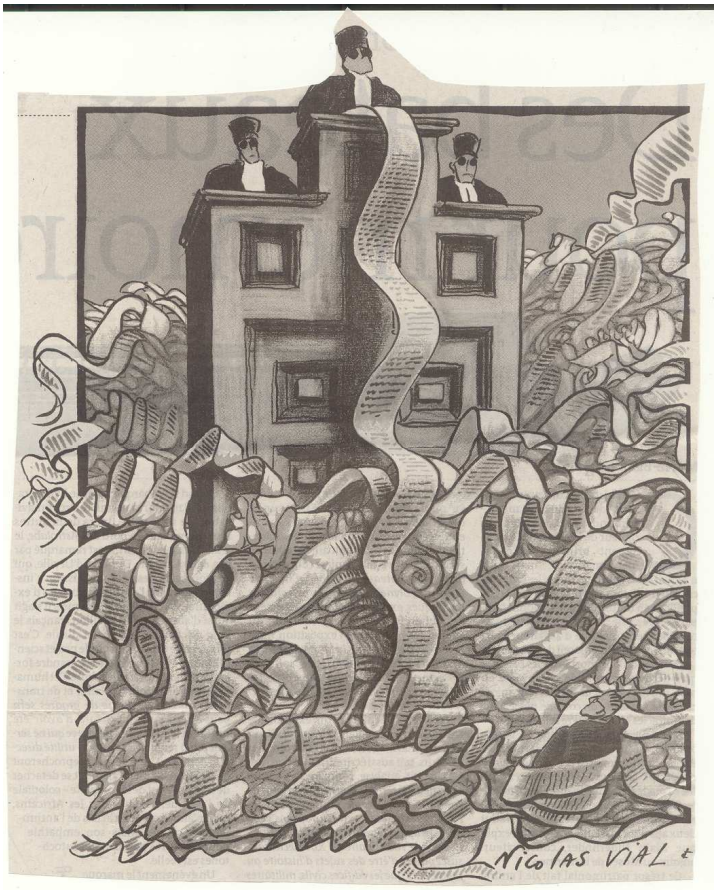
« Laisser toutes les enquêtes entre les mains du parquet et des policiers c'est organiser la mainmise de l'exécutif sur la justice » Isabelle PREVOT – DESPREZ juge.

A Epernay, la dérive d'une bande de jeunes en rupture sociale. Un policier grièvement blessé. « Ce qui me frappe c'est le désœuvrement de toute une jeunesse touchée par le chômage » Conseiller Général.

13 mars – Pas de garde à vue sans une protection renforcée des libertés ! Groupe POPINOT groupe de réflexion composé de magistrats tenus au devoir de réserve.

Une personne sur cent a fait l'objet d'une privation de liberté. Cette inflation sécuritaire est facilitée par le Code de Procédure Pénale ; deuxième raison c'est la police qui décide du placement en garde à vue. L'avocat ne peut pas assister aux interrogatoires.

La France pourrait être condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Bernard HUET avocat de Nice « Tout gardé à vue doit pouvoir bénéficier de l'assistance d'un avocat dés le début de la garde à vue et pendant toute le durée de celle-ci ».



L'illégalité banalisée Marylise LEBRANCHU La réforme de la procédure pénale touche à l'architecture même de notre démocratie, il est fondamental que les débats publics qui la précède puissent évoquer le statut du parquet voire de l'instruction.

La concertation engagée est une bonne méthode Ariel GOLDMANN avocat Paris L'occasion de réformer ne procédure pénale ne se représentera pas avant longtemps. Sachons saisir cette chance pour la justice et les justiciables.

Réformer le parquet est inéluctable André VALLINI ancien Président de la Commission d'OUTREAU (2006) La collégialité de l'instruction avait été votée en 2007 (mars). Elle ne sera pas appliquée. « Quand le doute s'installe sur la justice, c'est la société peu à peu se déchire et c'est la nation qui est menacée dans sa cohésion ».

Le Code de Procédure Pénale doit être rénové Frédéric FEVRE procureur de la République à LILLE d'accord avec le projet d'ALLIOT – MARIE.

17 mars – « Le plus grand centre de rétention en France ouvre près de l'aéroport de ROISSY. 240 étrangers pourront y être hébergés.
Nombre de places disponibles dans les centres 943 en 2005
1959 fin 2010

19 mars – Infections nosocomiales à la clinique du sport, prison ferme pour les dirigeants – 58 personnes grièvement infectées.

Lourdes peines pour l'incendie d'un centre de rétention Juin 2008 à VINCENNES – 10 condamnés.

24 mars – Accusé d'un triple meurtre Hank SKINNER doit être exécuté mercredi 24 mars au Texas. Sa femme française dénonce un procès bâclé. 45 minutes avant l'heure prévue pour son exécution, la Cour Suprême lui a accordé un sursis pour décider si elle examinera sa demande de tests ADN pour prouver son innocence.

26 mars – Sécurité : le modèle créé par Mr SARKOZY s'essouffle. Dans une allocution solennelle, le chef de l'Etat a réaffirmé son volontarisme pour lutter contre la délinquance. Les atteintes aux personnes ont augmenté de 16% depuis 2003. En 2009 le nombre a encore progressé de 2,7% par rapport à 2008.

26 mars – Quatrième procès pour une femme suspectée du meurtre de son mari. Patron de bar, Gérard PONTHIEUX avait été retrouvé mort dans son lit ensanglanté en 1997.

27 mars – Les petits calculs d'Eric ZEMMOUR – tribune de Claudine FOUREST. « Enfin, oui, Eric ZEMMOUR, la plupart des petits trafiquants sont noirs et arabes. Non pas parce que le fait d'être noir ou arabe mène naturellement ou culturellement au trafic. Mais parce qu'on a beaucoup plus de chances de devenir dealer de shit que journaliste quand on nait dans des familles pauvres ne misant pas sur la culture. Surtout si l'on subit en prime des contrôles au faciès, le plafond de verre, et qu'on ne bénéficie pas d'un bon avocat capable de vous tirer d'affaire. D'où la spirale qui conduit plus souvent les uns que les autres en prison…. ».

28 mars – Manifestation anti carcérale devant la Maison d'Arrêt PARIS LA SANTE 110 manifestants interpellés.

30 mars – La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) contourne la question du statut du parquet.

La Grande Chambre de la CEDH a condamné la France dans l'affaire dite de MEDVEDYEV. « Le magistrat doit présenter les garanties requises d'indépendance à l'égard de l'exécutif et des parties. » De 1959 à 2009 la France a été condamnée 576 fois sur 773 arrêtés.

31 mars – La réforme de la procédure pénale n'est plus une priorité pour le gouvernement. Le volet consacré à la garde à vue sera examiné par le Parlement fin 2010. Le reste de la réforme de la procédure pénale n'est plus évoqué par le premier ministre.

31 mars – Au tribunal de PARIS, plaidoyer européen pour la présence d'un avocat en garde à vue. Le barreau de Paris assignait, le lundi 29 mars, le syndicat de police SYNERGIE OFFICIERS qui avait accusé les avocats de faire campagne pour être présents en garde à vue pour arrondir leurs fins de mois. Exemple espagnol : un avocat est présent dès le début de la garde à vue. Aucune déclaration ne peut être faite hors de la présence d'un avocat sinon c'est la nullité absolue de la procédure. En Angleterre, en Allemagne, en Italie le droit à l'assistance de l'avocat est consacré par les textes.

AVRIL 2010

1 avril – Suspension des allocations familiales : le gouvernement en appelle à la loi. Contre l'absentéisme scolaire, le préfet pourrait se retrouver en première ligne, en remplacement du Président du Conseil Général. Supprimer les aides augmente la précarité des familles.

1 avril – Code des Etrangers : un durcissement supplémentaire sous couvert de l'Europe. Peine de bannissement et effacement du juge.

1 avril – 60978 détenus dans les prisons françaises.
Diminution de 2% par rapport à 2008.
Aménagement des peines : augmentation de 22,6% en un an (7292)
Progression importante des violences

- 739 agressions contre les personnels (+20%)
- 509 agressions entre détenus (+8,2%)
- 5025 tentatives de suicides et actes d'automutilation (+22,6%)

La crise économique a entrainé une diminution de l'activité en prison (-7% de la masse salariale)

2 avril – A SEVRAN, le maire se dit favorable à la dépénalisation du CANNABIS. Stéphane GATIGNON s'interroge sur « l'efficacité de la politique de prohibition ». Il faut que l'on ose aborder le sujet parce qu'on est aujourd'hui dans l'hypocrisie complète.

3 avril – « Des prisons sans murs et sans barreaux devraient voir le jour après 2015 »

Jean Marie BOCKEL veut implanter ce modèle pénitentiaire qui a fait ses preuves en EUROPE. Objectif 10% de détenus pourraient être placés dans ces prisons ouvertes. Après sa visite à CASABIANDA seule prison de ce type, le secrétaire d'Etat a commandé un rapport à un Chercheur : Roger GONTARD.

18 prisons vétustes vont fermer, 12000 places nouvelles doivent les remplacer. Création de 500 places supplémentaires.

3 avril – Régime de semi liberté pour un ancien d'Action Directe : Georges CIPRIANI, il a effectué 23 ans de prison pour deux assassinats.

4 avril – Télé en prison : disparité et gabegie toujours de mise. Quatre ans après le rapport de la Cour des Comptes, la gestion s'assainit très lentement. Situation choquante à Fleury Mérogis où l'association en charge des téléviseurs est tenue par le syndicat F.O.

5 avril – Revue : les nouvelles sociétés de surveillance (MULTITUDES n°40) BIG BROTHER n'existe pas, il est partout. Chaque individu est désormais suivi par son « ombre digitale ».

6 avril – Tribune de Mireille Delmas – Marty. Réformer le parquet est inéluctable. Le projet de refonte de la procédure pénale accroît la confusion. Les juges du siège sont marginalisés au profit des procureurs sous les ordres de l'exécutif. « Je crains que ne se mettent en places de dangereux instruments juridiques qui pourraient permettre de transformer l'Etat de Droit en Etat de police, sans pour autant garantir une société plus apaisée ».

7 avril – L'exclusion principale réponse à la violence scolaire Une étude révèle que 17000 élèves sont définitivement exclus, 367000 de façon temporaire.

8 avril – N SARKOZY reprend en main la sécurité en nommant des hommes de confiance Le Chef de l'Etat devait désigner, le 7/04, le policier Christian LAMBERT, préfet de la Seine Saint Denis.

9 avril – Dénouement sans violence de la prise d'otage de la prison de la Santé. Après cinq heures de négociations Francis DORFFER condamné à 30 ans de réclusion, assortis de 20 ans de peine de sureté pour avoir égorgé un codétenu en 2003. C'est sa troisième prise d'otage.

11 avril – M6 signe un partenariat avec le Ministère de la Justice. La fondation d'entreprise M6 va soutenir et développer des activités et formations individuelles en prison. Budget initial : 1,5 Million d'euros sur 3 ans.

11/12 avril – Le premier édile de l'une des communes les plus pauvres de France lance un cri d'alarme sur une réalité encore trop dédaignée par les pouvoirs publics. « Les jeunes comparent, le chêne, quartier de Clichy sous Bois, aux favelas. En tant qu'élu républicain, je ne peux me résigner à cette comparaison. »

11/12 avril – Tribune de Tahar Ben Jelloun « Comment devient-on délinquant puisque, jusqu'à présent personne ne naît avec des gênes de délinquant ? La répression assouvit un désir de riposte mais ne règle pas le fond du problème.

11/12 avril – Le monde télévision Un tiers des SDF et des incarcérés sont en réalité des malades mentaux non soignés.

14 avril – Mercredi 7 avril, un détenu prenait en otage un psychiatre à la prison de la SANTE. Pourquoi et comment Francis DORFFER en est-il arrivé là ? - Récit : La violence à huis clos. Agé de 26 ans, Francis DORFFER purge une peine de 30 ans de prison pour le meurtre d'un codétenu en 2003. Il n'avait cessé de signifier son aversion pour lui. Il voulait faire la connaissance d'un nouveau né, dont il pense être le père. C'est la raison de la prise d'otage pour obtenir son transfert.

D'après le psychiatre Cyrille CANETTI retenu en otage : « qu'on y travaille où qu'on y vive la prison est une machine à broyer l'humain ».

LE MONDE
DIMANCHE 18 / LUNDI 19 AVRIL 2010

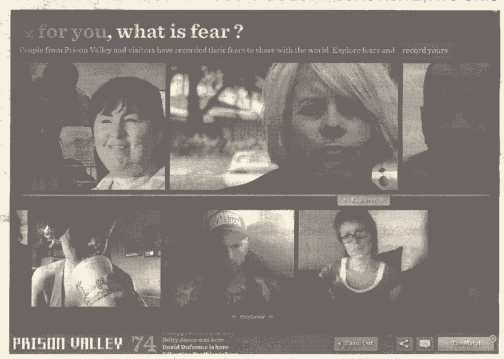
AU CŒUR DU BUSINESS CARCÉRAL NORD-AMÉRICAIN

« PRISON VALLEY », UN WEBDOCUMENTAIRE D'ARTE.TV SUR L'INDUSTRIE DES PRISONS AUX ÉTATS-UNIS

Ils viennent du monde traditionnel du journalisme, le service Société de *Libération*, et ont passé un an et demi à réaliser *Prison Valley*, un documentaire pour la Toile, en l'occurrence Arte.tv.

L'un, Philippe Brault (43 ans), aujourd'hui photographe d'agence pour la presse française et internationale – il a reçu la distinction Picture of the Year 2006 de *Newsweek* –, fut à l'origine, en 1996, d'un des premiers sites collectifs de photographes français, Revue.com. L'autre, David Dufresne (41 ans), aujourd'hui journaliste indépendant, auteur d'une dizaine d'ouvrages d'enquête et du documentaire *Quand la France s'embrase* (2007), a créé un premier webzine, La Rafale, dès 1995.

Lorsque ces deux-là se retrouvent autour d'une bouteille pour discuter projets, en décembre 2008, leur choix se porte d'emblée sur le webdocumentaire. *« Nous faisons ce métier pour apporter un regard, des connaissances et du débat, ce qui n'est pas possible dans les médias traditionnels,* commente David Dufresne. *Comment répondre à la crise de notre métier, comment redonner à ceux à qui on s'adresse un rôle central ? Nous nous sommes dit qu'il ne fallait pas laisser tout le champ de l'innovation à la pub. »*



« Prison Valley » sera lancé sur le site Arte.tv à partir du 22 avril. DR

LA « LOCATION » DES INCARCÉRÉS

Thème retenu : un road-movie dans une vallée du Colorado aux Etats-Unis, où une petite ville, Canon City (36 000 habitants), s'est développée depuis un siècle grâce à une seule industrie : la prison. On en compte treize, dont Supermax, surnommé « l'Alcatraz des Rocheuses », un complexe fédéral dernier cri pour les prisonniers les plus dangereux du pays. Pas de paroles de prisonniers ici, pas d'images sur leurs conditions de détention, mais une enquête sur les relations entre, d'une part, un pouvoir public qui multiplie les causes d'arrestation, emprisonne et allonge les peines, et, d'autre part, l'industrie privée qui construit et rentabilise les établissements en se faisant payer la « location » des incarcérés. Autant dire qu'un taux d'approvisionnement à flux tendu de prisonniers, et donc un remplissage maximal, garantissent un bon accord entre les deux parties...

En complément de ce documentaire interactif mis en scène par la maison de production Upian et lancé le 22 avril, le site Arte.tv proposera chaque jeudi à 19 heures un « chat » sur le monde de la prison en France, et notamment sur la primauté de la répression et de l'enfermement comme aux Etats-Unis.

« On s'aperçoit souvent, lors des projections pour la presse, que s'engagent de formidables discussions avec les témoins filmés dans un documentaire, note David Dufresne. *Ce webfilm va lui aussi permettre un large débat, avec les personnes avec qui nous avons tourné, des spécialistes, des responsables politiques, et entre internautes. »* ■

Martine Delahaye

18 avril – Des salariés américains de SODEXO dénoncent des pratiques « dégradantes ». Le groupe français de restauration collective, très implanté outre-Atlantique est attaqué sur sa politique sociale. Par le biais de sa filiale SIGES cette entreprise gère un certain nombre de prisons en France (établissements à gestion déléguée).

18 avril – Une famille des ULIS contrainte au départ pour avoir dénoncé les viols de leur fille. Fatou et ses parents ont subi de violentes représailles pour avoir osé briser la loi du silence.

18 avril – La chaîne PLANETE JUSTICE diffuse « EN DIRECT DU TRIBUNAL » collection de 15 documentaires tournés au cours de tribunaux de Grande Instance.

« Ce qui se joue en correctionnelle donne à mon sens une photographie sociale, économique et psychique de notre société » Samuel LURET.

20 avril – Libération Michèle ALLIOT – MARIE revoit sa réforme de la procédure pénale. Abus de biens sociaux : rien ne change. La Cour de Cassation avait le 16/04 manifesté une opposition résolue à ce projet

21 avril – Le garde des sceaux renonce à modifier la prescription des abus de biens sociaux. La Cour de Cassation avait, le 16 avril, manifesté une opposition résolue à ce sujet. Le calendrier de la réforme de la justice est accéléré. A la session d'automne réforme de la garde à vue et suppression du juge d'instruction seront présentées parallèlement à l'Assemblée Nationale et au Sénat. « La réforme commence à s'appliquer dès 2011. »

Madame ALLIOT MARIE réaffirme son hostilité à modifier le statut du parquet. « C'est un texte fait pour les Français pas pour les spécialistes ».

21 avril – Débat autour des soins psychiatriques sous contrainte. L'instauration d'une obligation de suivi en dehors de l'hôpital divise les usagers et les psychiatres. « Le psychiatre sera mis dans une position d'expert en ordre public et non plus de soignant ». Henri BOKOBZA collectif »la nuit sécuritaire »

Les ministres de la Justice et de la Santé ont annoncé le 19/04/10 un plan d'action stratégique sur la prise en charge sanitaire des détenus. « Améliorer l'attractivité des métiers de la santé en milieu pénitentiaire » « Décloisonner entre sanitaire et pénitentiaire ».

Un violeur récidiviste s'accuse d'un meurtre. Le suspect, déjà condamné à 28 ans de prison, a avoué avoir étranglé une femme pour un motif qualifié de futile par les enquêteurs.

24 avril – Annince M., le détenu qui exigeait une cellule individuelle Le prisonnier a écopé de dizaines de jours de mitard pour avoir réclamé d'être seul en cellule.

29 avril – Le partenariat public privé, un « cache dette » ? Les « PPP » permettent de faire financer entièrement par le privé en contrepartie d'un loyer, la création et la gestion de bâtiments et d'infrastructures. Constatation du Conseil National des Architectes.

Au plan comptable les loyers ne sont pas considérés comme une dette et n'aggravent pas les comptes publics

Actualités sur RMC - entretien avec la responsable d'une association qui intervient depuis 230 mois à la M.A. de STRASBOURG Elle a été contactée par la Sous-directrice de la prison, suite à des suicides de détenus. Son projet pour le contact avec des animaux faire baisser la tension. Ce sont des petits rongeurs que les détenus volontaires soignent à raison d'une heure par jour. Deux mineurs détenus ont droit à un animal en cellule. Les résultats sont bons. Réflexion d'un détenu : « J'ai découvert que je pouvais être doux ».

30 avril – Prison : Un homme s'est donné la mort et trois autres ont tenté de se suicider le 28/04/10 au centre de détention de BAPAUME.

MAI 2010

7 mai – Prison : l'examen de la loi sur la sécurité intérieure reporté. Le texte sur la réforme de la procédure pénale est également ajourné. « Un seul sujet reste éventuellement la réforme de la garde à vue » a annoncé le Président du Sénat.

Des détenus d'un pénitencier de Louisiane partent s'entraîner au nettoyage des oiseaux mazoutés MARK RALSTON/AFP

7 mai – France 3 documentaire « Inceste »: enfances brisées, vies explosées » L'inversion de la culpabilité est un classique de l'inceste. Les victimes peuvent avoir « fait quelque chose de mal ».

Chaines de prison : Dans les établissements pénitentiaires le canal interne de télévision à destination des détenus pet être pour eux un divertissement, un service voire une occupation. Reportage à FRESNES et à STRASBOURG.

9 mai – Le Monde Radio Télévision « Ne me libérez pas, je m'en charge » Un portrait magnifique de Michel VAUJOUR. Il a passé 27 ans en prison dont 17 à l'isolement. Il s'est « fait la belle » à 5 reprises. « Ce n'est pas la violence de la répression qui fait changer les gens, c'est une décision personnelle » son avocat Maître Henri LECLERC (1 coffret 2 DVD Epicentre).

11 mai – Wu LIHONG, rescapé des geôles chinoise. Militant écologiste il a été placé sous un régime dit de « contrôle » disciplinaire :
- Il a du manger en une minute et demie dans un bol placé à même le sol
- demander une autorisation pour boire
- courir en rond dans la cour
- lecture interdite, écriture interdite.

11 mai – Ukraine et Moldavie : BADINTER face à l'enfer carcéral. L'ancien Garde des sceaux dans le cadre d'une mission de l'UNICEF a découvert dans deux républiques de l'Europe de l'Est des conditions de détention d'un autre âge. « Tant que je pourrai mettre un pied devant l'autre, je continuerai à lutter contre l'humiliation des conditions de détention. Partout »

13 mai – Près de Lyon, un hôpital-prison pour les détenus souffrant de troubles mentaux. La première Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) devrait accueillir 60 détenus. Capacité prévue pour l'ensemble des UHSA 700 à 750 lits. (8 autres unités).

« Les UHSA étaient la pièce manquante du puzzle de la psychiatrie » Pierre LAMOTHE Médecin Psychiatre

15 mai – La lutte contre l'exclusion au cœur d'un projet économique. En 2003 Triselec qui trie et valorise les déchets ménagers de Lille Métropole a créé un atelier pédagogique de tri sélectif à la Maison d'Arrêt de Loos. Chaque année 30 détenus y sont formés puis embauchés pour une durée de six mois au sortir de la prison. Taux d'insertion des ex-détenus **80%**.

15 mai – Réforme pénale : Madame ALLIOT – MARIE reconnaît à son tour des « difficultés ». La Garde des Sceaux souhaite que « certaines parties » du texte soient votées avant 2012. La Ministre a évoqué la possibilité d'un contrôle de la garde à vue par un magistrat du siège.

17 mai – L'ONU critique la politique pénale et pénitentiaire française. Le comité contre la torture des Nations Unies s'inquiète des évolutions de la politique pénale et pénitentiaire française.

Il recommande l'abrogation du dispositif de rétention de sureté. L'ONU est très sévère sur un article de la loi pénitentiaire qui permet « une différenciation du régime de détention sur la base d'une classification des détenus sur des critères subjectifs tels la personnalité ou la dangerosité ».

Pour l'Observatoire International des Prisons il s'agit d'un « désaveu cinglant de la politique pénitentiaire ».

19 mai – Première comparution immédiate dans le cadre de la loi contre les bandes. Trois mois de prison avec sursis contre deux jeunes majeurs interpellés **avant** une bagarre.

20 mai – Déontologie de la police : pour Monsieur BEAUVOI, la création du Défenseur des Droits est un vrai recul démocratique. Il juge insuffisants les pouvoirs du futur Défenseur des Droits pour contrer les abus des forces de sécurité. Recul : on pourra opposer au Défenseur des Droits le secret de l'instruction et de l'enquête.

20/26 mai – NOUVEL OBSERVATEUR Les « comtesses » du CALL CENTER. A la Centrale de Rennes, douze détenues travaillent pour une société de télémarketing. Le

travail derrière les murs – les prisonnières salariées gagnent environ 400 € nets mensuels. En 2009 35% des 64000 détenus français avaient une activité rémunérée.

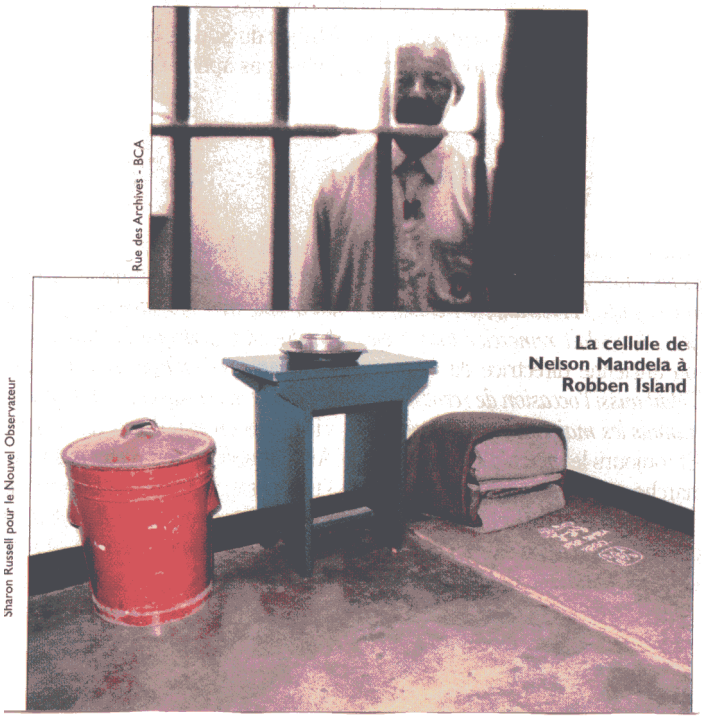
22 mai – « La Seine Saint Denis est au bord de la crise de nerfs » Claude BARTOLONE Président PS du Conseil Général exprime le sentiment d'abandon des habitants du département.

Une violente fusillade a opposé des malfrats et des policiers jeudi, 20 mai, dans le VAL DE MARNE. Une policière municipale a été tuée.

23/24 mai – A Cuba, dialogue Eglise – CASTRO sur les détenus d'opinion. La Havane cherche une issue à la crise ouverte par la mort du détenu ORLANDO ZAPATA TAMAYO au mois de février après 85 jours de grève de la faim. 200 prisonniers politiques à CUBA.

Tribune d'Edgard MORIN « ce que serait ma gauche Certes il nous faut d'abord résister à la barbarie qui monte. Mais le « non » d'une résistance doit se nourrir d'un « oui » à nos aspirations.

24 mai – « TENDER SON, THE FRANKENSTEIN PROJECT » film de Kornel MUNDRUCZO présenté au festival de CANNES. Voyage dans l'univers mental d'un jeune garçon assassin « Les monstres ne sortent jamais que de notre propre chair, et leur révolte est notre fardeau.»



25 mai – Courrier des lecteurs du Monde suite à l'article à propos de la mission de Robert BANDINTER dans les prisons MOLDAVIE.

En France « Que dire des détenus – patients qui naviguent entre le mitard et la cellule d'isolement en centre hospitalier psychiatrique. C'est à qui pourra le laisser à l'autre institution. »

25 mai – Vague d'interpellations d'islamistes radicaux par l'antiterrorisme français. Plusieurs membres soupçonnés de recruter des militants par Internet ont été mis en examen et incarcérés. Djamal BEGHAL projetait de faire évader un ancien terroriste incarcéré à la Maison Centrale de CLAIRVAUX.

« ATA » chef militaire de l'ETA arrêté avec ses complices 30 membres présumés de l'organisation ont été arrêtés depuis le début de l'année 2010. Plusieurs centaines d'entre eux sont incarcérés dans les prisons françaises.

26 mai – Le Canard Enchainé « MAM préfère le parloir aux parleuses. » A l'occasion d'une réunion entre le Directeur de l'Administration Pénitentiaire et les Directeurs interrégionaux la situation financière catastrophique de l'Administration a été évoquée. Deux participants Valérie DECROIX Directrice de l'ENAP et la Directrice de BORDEAUX Isabelle GORCE ont fait état de ces informations par courriel. Conséquences : Valérie DECROIX mutée à FRESNES, Isabelle GORCE placée hors cadre.

27 mai – Fusillade du Val de Marne : des malfaiteurs chevronnés organisés en plusieurs équipes.

28 mai – « Le geste naturel » de PATRICIA par Yvan COLONNA Procès des personnes qui ont hébergé Y. COLONNA durant sa cavale.

28 mai – Amnesty International s'alarme des violences de la police française.

29 mai – Isabelle PREVOS – DESPREZ « on a rogné les ailes du juge d'instruction ». Dans l'extension du champ judiciaire, pénal, aux activités des politiques et des grands responsables économiques, il y a une avancée démocratique Auteur d'un livre « Une juge à abattre » FAYARD

29 mai – ICI LONDRES : l'appel du 25 mai pour les libertés - Première page du MONDE On commençait à désespérer des Britanniques, la Grande Bretagne se réveille. Conservateurs et libéraux démocrates veulent faire reculer l'Etat-surveillance.

29 mai – Anciens combattants : l'égalité des pensions établie.

Révision constitutionnelle de juillet 2008 entre en vigueur le 1ier Mars : la question prioritaire de constitutionnalité permet à un justiciable de saisir le Conseil Constitutionnel sur une loi ou un article de loi en vigueur. Recours qui passe par le filtre du Conseil d'Etat ou de la Cour de Cassation. Décision attendue celle qui devrait intervenir à propos de la garde à vue.

29 mai – Les aumôniers Témoins de Jéhovah interdts de prison ; Depuis 1997 6 cultes sont autorisés à intervenir dans les prisons : catholique, musulman, protestant, juif, orthodoxe et bouddhiste.

30/31 mai – « Face à la délinquance, il y aura autant de lois, décrets, textes que nécessaire » Le Ministre de l'Intérieur Brice HORTEFEUX annonce que le texte sur la sécurité intérieure sera discuté en septembre.

JUIN 2010

1 juin – Ouverture du procès des émeutiers de SAINT DIZIER, ou comment la guerre de territoire a dégénéré en violence Huit hommes jugés pour les incidents du quartier du Vert Bois en 2007. Des violences régulières dans les villes moyennes.

1 juin – Tribune de Lionel JOSPIN - Libertés : inacceptable régression La suppression de deux institutions de respect des droits est alarmante. (Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité et Défenseur des Droits des Enfants seraient absorbés par le Défenseur des Droits tout comme le Médiateur de la République).

2 juin – Canard Enchaîné : « Les taulardes au bout du rouleau. » Depuis fin avril, une cruelle disette de papier-toilette fait souffrir la Maison d'Arrêt des femmes de Fleury Mérogis. Depuis la publication de cet article qui témoigne de la grave crise financière de l'Administration Pénitentiaire les choses se sont arrangées.

2 juin – La querelle de la garde à vue au Conseil Constitutionnel. La Cour de Cassation a transmis 25 questions prioritaires de constitutionnalité fournies par des avocats. Le barreau veut accroître les droits des avocats pendant la garde à vue alors que le nombre de ces mesures a explosé.

3 juin – Intense bataille sur la création de Défenseur des Droits. Jeannette BOUGRAD Présidente de la Haute Autorité de Lutte contre la Discrimination et pour l'Egalié (HALDE) « Je me battrai comme une tigresse pour sauver cette institution. Pas pour moi mais pour les gens qui la saisissent.

4 juin – Les dernières attaques de fourgons blindés montrent qu'une nouvelle génération de braqueurs arrive : pressée, surarmée prête à tout « KALALHNIKOVS » contre « TIRELIRES ».

8 juin – Délinquance : des vigiles assisteraient les éducateurs dans un Centre de Placement Immédiat (CPI). Expérience tentée dans un établissement. « Notre métier, qui consiste aussi à gérer le conflit par la parole, est remis en cause » Jean-Paul RAVAUX SNPESPJJ Ile de France.

8 juin – Coup de filet contre le grand banditisme à MARSEILLE. Une vingtaine de personnes, dont un homme recherché depuis 20 ans, ont été interpellées à MARSEILLE.

9 juin – « Défenseur des Droits le Parlement bafoué » Jean-Pierre SUEUR sénateur socialiste. Le pouvoir en place reproche aux autorités indépendantes d'être indépendantes. Le contrôleur des lieux de privation de liberté ne perd quant à lui rien pour attendre. On nous l'a dit son tour viendra.

9 juin – « MAM grimpe aux assises » Le Canard Enchaîné. Le projet d'Assises sans jurés populaires revoit le jour. Ce ne serait qu'en appel que les jurés participeraient à la décision.

« L'ADN chauffe la taule » La peine est automatique : il suffit qu'un détenu soit condamné pour refus de prélèvement ADN et hop ! Toutes ses réductions de peine sautent.

9 juin – Les magistrats se dotent d'un recueil déontologique. Relation au pouvoir, appartenance à la franc-maçonnerie : les règles du comportement sont précisées. Il a été élaboré par le Conseil Supérieur de la Magistrature. La réforme constitutionnelle de 2008 prévoit la possibilité pour tout justiciable de saisir directement le Conseil Supérieur de la Magistrature en cas de manquement d'un magistrat à ses obligations. On attend pour cela le vote d'une loi organique et l'adoption de décrets d'application.

10 juin – Sécurité : la gauche doit se préparer ni angélisme ni surenchère, de l'efficacité Tribune de Claude BARTOLONE député PS de Seine Saint Denis. « La gauche doit refuser d'emprunter les mots et de mimer les gestes de la droite, parce qu'ils portent le sceau de l'échec.

11 juin – Iran 1 air de répression. 7 exécutions d'opposants 8 personnes sont dans le couloir de la mort en lien avec des manifestations. Détenus politiques, ils seraient 400 à 800 Viols et tortures ont été signalés.

11 juin – Le voleur de goûter met le tribunal à l'épreuve. C'est une infraction de garnement qui a réexpédié Mickaël B. pour un an en prison, à l'issue d'une comparaison immédiate. (16 condamnations pour des faits similaires) « Vous lassez les victimes, les magistrats et la société » a dit le représentant du Parquet.

11 juin – « Dans l'enfer des prisons russes » Si la peine de mort n'est plus appliquée dans les prisons russes depuis 1996 **11** personnes y décèdent chaque jour ! « Le but est de transformer la vie des prévenus en cauchemar pour les faire craquer – c'est un système ».

13 juin – Article dans Libération Alain BERTHO, chercheur, a créé un observatoire des périphéries urbaines : « il y a une intellectualité populaire qui est complètement méconnue. » On est très loin d'un espace de non-droit.

13 juin – A CORTE, le destin sanglant de « JOJO » le cafetier retrouvé sans tête. La Cour d'Assises a prononcé des peines de 15 ans à 30 ans de réclusion criminelle contre trois nationalistes à la dérive.

13 juin – Prison ferme pour les parents de DYLAN enfant martyr. Le garçon, 7 ans et ½ aujourd'hui était frappé et enfermé dans une pièce insalubre.

15 juin – CUBA relâche un prisonnier politique grâce à la médiation de l'église catholique. Il y aurait 200 prisonniers politiques à CUBA.

15 juin – L'Etat condamné à indemniser 38 détenus de la prison de ROUEN. L'avocat Etienne NOËL, membre de l'OIP, avait déjà obtenu deux condamnations de l'Etat. La Maison d'Arrêt Bonne Nouvelle à ROUEN devrait être fermée en 2015.

15 juin – Tribune de Michel FIZE (sociologue). La loi anti-bandes est liberticide (loi du 2 mars 2010 dite Loi ESTROSI). Loi qui n'est pas sans rappeler la loi « anticasseurs » des années 70.

16 juin – Polémique sur l'éviction d'un juge des libertés et de la détention de CRETEIL Xavier LAMEYRE : « j'applique strictement l'article 137 du Code de Procédure Pénale qui prévoit que le placement en détention provisoire doit être pris à titre exceptionnel » Les syndicats de policiers l'ont surnommé « LIBERATOR ». Il devrait quitter ses fonctions en septembre.

17 juin – 51 c'est le nombre de détenus qui se sont donnés la mort depuis le début de l'année – Légèrement moins qu'en 2009 57 détenus mais plus qu'en 2006 – 2007 45 suicides sur la même période. Sur l'ensemble de l'année 2009 115 détenus se sont suicidés.

17 juin – Chronique de Franck NOUCHI « La leçon de POUTINE » A une interrogation de Daniel PUJADAS au 20 heures de France 2 à propos des assassinats de journaliste et du manque d'indépendance des médias audiovisuels en RUSSIE la réponse a été la suivante : « Les violations des droits de l'homme existent partout. Si l'on prend par exemple la violation des droits de l'homme dans les prisons, chez vous, en France…. » Conclusion de l'article : « il est des leçons dont on aimerait pouvoir se passer »

17 juin – La majorité déterminée à suspendre les allocations en cas d'absentéisme scolaire Proposition de loi défendue par Eric CIOTTI (UMP) répond à une volonté du chef de l'Etat. Absentéisme concerne 7% des élèves en moyenne dans le second degré soit 300.000 (4 ½ journées par mois). La suspension pourra être décidée à la demande de l'inspecteur d'académie.

18 juin – Préfet depuis avril en Seine Saint Denis Christian LAMBERT ancien patron du RAID dispose de moyens exceptionnels. « La guerre est déclarée contre les trafiquants » a martelé le Préfet « c'est la guerre, oui » a-t-il répété !

19 juin – Analyse d'Anne CHEMIN Suppression des Allocations Familiales : la fausse bonne idée. Les politiques de « responsabilisation parentale » sont nées fin des années 80 aux Etats-Unis Extension en Grande Bretagne, Canada, Belgique. « Les parents que l'on a obligés à entrer dans ce système le vivent comme une punition. Or c'est plutôt d'aide qu'ils ont besoin ». C'est d'une punition collective qu'il s'agit, l'ensemble d'une famille est sanctionné pour la faute d'un de ses membres.

Actualité FARAPEJ vue dans « LDH info »

Monique CARIAT Présidente du Comité d'Aide aux Détenus de TOURS (C.D.A.D) a été reçue par le groupe de travail PRISON de la section Ligue des Droits de l'Homme de TOURS.

Le collectif « DIJON – PRISON » et la section de DIJON de la LDH ont organisé une réunion publique sur le thème « le travail en prison » avec Nicolas FRIZE, les représentants de l'Administration Pénitentiaire étaient présents.

22 juin – Drogues : débat autour de la création de salles de consommation. Le dispositif de réduction des risques est réclamé par les associations. Le gouvernement hésite.

Les salles de consommation sont des lieux où les toxicomanes peuvent s'injecter proprement des produits, en se voyant proposer un accompagnement social. Plusieurs pays européens les ont mis en place.

22 juin – Emeutes de Villiers-le-Bel un procès sous haute surveillance. 25 novembre 2007 décès de deux adolescents à la suite d'une collision entre leur moto et un véhicule de police.

S'ensuivent des affrontements entre des dizaines de jeunes et les forces de l'ordre durant deux nuits. Les « caillassages » ont donné lieu en juillet 2009 à des condamnations de 1 à 3 ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de PONTOISE. Cinq hommes comparaissent aux assises à partir du lundi 21/6, pour des tirs de fusils à pompe ou à canon scié contre des policiers.

Pour tourner « la loi du silence » la police a fait appel à des témoins anonymes.

23 juin – Tribune de Jean Pierre MIGNARD, Avocat. L'équité impose la participation active des victimes au procès pénal. Il faut arrêter de remettre en cause de façon insidieuse, les parties civiles, « elles seules peuvent dire leur souffrance, comme elles seules ont le privilège du pardon ».

En France la loi de mars 2007 a retiré aux plaignants l'accès au juge d'instruction avant l'achèvement d'un délai de 3 mois d'enquête confiée au seul procureur.

23 juin – Le passé tourmenté de Nicolas COCAIGN, le « cannibale » de la prison de ROUEN Il est accusé d'avoir tué son codétenu en 2007 et d'avoir mangé un morceau d'un de ses poumons. Discernement altéré mais non aboli ont dit les psychiatres.

26 juin – Le Monde Magazine – Propos de Martin HIRSCH « Je me sens militant au sens combattant des termes, j'avoue avoir le sentiment qu'il faut se battre pour faire aboutir une cause ». A la question : Engagé cela signifie quoi ? Il répond : « Cela signifie que le combat c'est la lutte contre la pauvreté, la précarité, pour la protection des plus faibles ».

26 juin – Trente ans de réclusion pour le « détenu cannibale » de ROUEN Son avocat avait plaidé l'irresponsabilité pénale « Depuis le siècle des Lumières, on ne juge plus les fous ».

26 juin – Le syndicat de la magistrature progresse lors des élections des membres de la commission d'avancement.

- Syndicat de la magistrature 32,1% des suffrages (+ 4,2)
- Union Syndicale des magistrats 58% (- 3,1%)
- Force Ouvrière 9% (-1,1%)

26 juin – Le Ministère de la Justice doit réexaminer sa position sur les aumôniers Témoins de Jéhovah en prison. Le Tribunal Administratif donne trois mois au Ministère de la Justice pour se prononcer, sous astreinte de 100 euros par jour de retard.

26 juin – Procès KERVIEL : le parquet stigmatise « un menteur, manipulateur et tricheur » « Pas un des 1600 traders de la Société Générale n'a déraillé comme Jérôme KERVIEL » le Ministère Public

26 juin – Brice HORTEFEUX veut renforcer la police de quartier. Les « Unités Territoriales de quartier » (UTEQ), nouveau nom de la police de proximité, vont être portées de 34 à 60.

26 juin – Monsieur SARKOZY ne renonce pas et veut « prendre le temps » pour réformer la procédure pénale. « Nous avons vu se dresser le mur des gardiens vigilants, non des libertés mais des corporatismes ». Le 20 juillet le Conseil Constitutionnel doit examiner la question prioritaire de constitutionnalité relative à la garde à vue. L'interrogatoire d'un suspect sans avocat est-il conforme à la constitution ?

27/28 juin – 35 heures de travail d'intérêt général pour le jeune qui avait insulté le chef de l'Etat Peine jugée inadmissible par le syndicat de police ALLIANCE.

27/28 juin – Villiers-le-Bel : l'élu socialiste Ali SOUMARE témoigne en faveur de l'un de accusés. En 2007 il était le porte parole des familles des adolescents tués dans l'accident à l'origine des émeutes

27/28 juin – Pour son avocat Jérôme KERVIEL « a été formé, formaté, déformé par la Société Générale » Jugement mis en délibéré pour le 5 octobre.

29 juin – Villiers-le-Bel sous forte tension après le décès d'un jeune homme tué par balle. Sans lien avec l'affaire jugée par la Cour d'Assises.

JUILLET 2010

1 juillet – Nouvelles interpellations dans l'affaire du lynchage d'un homme sur l'A13. Il avait été battu à mort par une bande de jeunes dans la nuit du 26 au 27 juin aux MUREAUX, à la suite d'un banal accident de la circulation.

1 juillet – Grandes manœuvres juridiques pour le procès BANIER - 19/12/07 Françoise MEYERS – BETTENCOURT porte plainte pour « abus de faiblesse » aux dépens de sa mère Liliane BETTENCOURT. 1ier juillet : ouverture du procès.

2 juillet – La condamnation d'Yvan COLONNA annulée en cassation pour vice de procédure. Incarcéré à la prison de FRESNES depuis le 4 juillet 2003 il est donc de nouveau en détention provisoire.

2 juillet – Affaire BETTENCOURT « Eric WOERTH victime expiatoire d'un système » Yves MENY Professeur de Sciences Politiques. « Qu'on s'inquiète de ces affaires est le signe de la vitalité d'une démocratie ».

2 juillet – Immigration : Mr HORTEFEUX veut un bracelet électronique pour les étrangers « présentant une menace ».

3 juillet – En Grande Bretagne, le programme de construction de nouvelles prisons pourrait être revu à la baisse. Le ministre conservateur de la justice doute de l'efficacité des courtes peines d'emprisonnement.

- 85.000 individus incarcérés en G.B. contre 45.000 en 1992

- 60.000 personnes condamnées à moins d'un an occupent en permanence 9.000 places de prison. Taux de récidive 60%.

Un prisonnier coûte au contribuable 40.000 livres par an plus qu'ETON pensionnat pour les fils de bonne famille, dont sort Monsieur CAMERON 1ier Ministre.

4 juillet – L'ex préfet Paul GIROT DE LANGLADE condamné à 1500 euros d'amende pour injures raciales. « On se croirait en Afrique ici » propos tenu lors d'un contrôle de sécurité à ORLY.

4 juillet – Le délit de prise illégale d'intérêt peut-il s'appliquer à Eric WOERTH ? Les juristes sont divisés Eric WOERTH était ministre du Budget alors que son épouse travaillait dans la société gestionnaire de Liliane BETTENCOURT.

4 juillet – Prisons un nouveau BUSINESS ? Enquête sur ARTE à propos de l'industrie carcérale aux USA. Canon City 36.000 habitants compte 13 établissements pénitentiaires pour 8.000 détenus. Plus il y a de prisonniers meilleur s'avère le retour sur investissement. 2ième documentaire : Prison à domicile le bracelet électronique.

6 juillet – « Le témoignage anonyme rémunéré est une dérive. Au procès de Villiers-le-Bel la fin a justifié les moyens » Mathieu BONDUELLE Secrétaire Général du Syndicat de la Magistrature.

Loi dite PERBEN 2 du 9 mars 2004 prévoit la possibilité de rémunérer les indicateurs. « Or un indicateur n'est pas un témoin, un renseignement n'est pas un témoignage ».

6 juillet – Cuba : le dissident Guillermo FARINAS est en danger de mort selon « GRANMA ». Il est en grève de la faim depuis février, il réclame la libération de 26 prisonniers politiques malades. Il a pris la relève d'Orlando Zapata TAMAYO mort à la suite d'une grève de la faim.

6 juillet – Enquête sur Maxime 21 ans, abattu en pleine journée au cœur d'une cité le 26 juin à Villiers-le-Bel.

6 juillet – Emeutes de Villiers-le-Bel : les peines vont de 3 à 15 ans. 80 fonctionnaires de police avaient été blessés par armes à feu. Pas de preuve de culpabilité uniquement des dénonciations ou des témoignages anonymes.

« La prison d'Avignon est fermée. Elle est à côté du Palais des papes. Je l'ai visitée, il y a encore sur les murs des dessins de détenus que j'ai photographiés. Ces traces du passé me touchent et m'inspirent pour mes décors. »

10 juillet – Un an de prison pour Yvan COLONNA. Condamné jeudi 8 juillet pour port d'arme, le berger corse prépare avec ses proches son 3ième procès d'assises.

Mise en examen de Sylvie ANDRIEUX députée PS des Bouches du Rhône. L'instruction avait été ouverte en janvier 2008 suite à une alerte du TRACFIN. Versement de subventions du Conseil Général Provence-Alpes-Côte d'Azur à des associations fictives à hauteur de 700.000 euros.

14 juillet – Mineurs délinquants (intervention de Nicolas SARKOZY sur France2). « J'ai demandé à François FILLON, au Garde des Sceaux et au Ministre de l'Intérieur de préparer un texte pour que puisse être mise en cause la responsabilité des parents lorsque des mineurs de 12 ou 13 ans se trouvent à une heure du matin seuls la nuit dans la rue à casser des bus ou à jeter des cocktails Molotov. Il faut qu'ils puisent être appelés pour réparer les dégâts de leurs enfants ».

15 juillet – La gratuité de l'aide juridictionnelle remise en question. L'idée d'un « ticket modérateur » payé par le justiciable à été débattue mardi 13 juillet en commission des lois de l'Assemblée. (moins de 10 euros) En 2009 : 900.000 personnes y ont eu recours (revenus inférieurs à 915 euros mensuels).

16 juillet – L'affaire WOERTH – BETTENCOURT. Eva JOLY : « Monsieur COURROYE est un procureur aux ordres ». La députée européenne et ancienne juge explique comment elle aurait mené l'enquête. « Que Monsieur COURROYE se réveille, sa place n'est pas à la table des CHIRAC ! Il est trop orgueilleux et vaniteux ». « Le rôle du Procureur, c'est de protéger les faibles, et donc Madame BETTENCOURT, contre elle-même » « Les enquêtes préliminaires à propos de l'affaire ne sont que des contre-feux, elles ne peuvent aboutir et tout le monde le sait ».

18/19 juillet – Sécurité : 3109 policiers sanctionnés Selon le rapport annuel de l'Inspection Générale des Services (IGPN) en 2009, en 2008 3243 policiers sanctionnés.

Nuit de violence à GRENOBLE à la suite de la mort d'un braqueur Karim BOUDOUDA 27 ans condamné déjà 3 fois aux Assises pour vol à main armée. Vendredi soir des incidents ont éclatés avec notamment des tirs d'arme à feu contre les forces de l'ordre.

20 juillet – 8728 détenus en aménagement de peine. Au 1ier juillet 16,6% des personnes écrouées bénéficiaient d'un aménagement de peine. Dont 5864 placées sous surveillance électronique. 62113 personnes incarcérées baisse de 1,7% par rapport au 1ier juillet 2009.

20 juillet – A Grenoble des policiers ont de nouveau essuyé des tirs d'armes à feu après la mort de Karim BOUDOUDA.

20 juillet – Violente attaque d'une gendarmerie dans le LOIR et CHER. Des gens du voyage voulaient se venger de la mort d'un des leurs après une course poursuite.

21 juillet – Drogues : « une autre politique la loi de 1970 est inefficace » Tribune de Didier JAYLE et William LOWENSTEIN. La France est le seul Etat de l'Union Européenne qui condamne l'usage privé de drogues illicites. C'est la politique de « réduction des

risques » amorcée en 1987 par le décret BARZACH qui a réussi à endiguer les contaminations VIH de manière durable.

21 juillet – PRISONS : la gestion privée épinglée par la Cour des Comptes. En 2012 la moitié des prisons sera gérée par des consortiums privés pour un coût prohibitif. La part de la gestion privée pèse de plus en plus sur le budget pénitentiaire. Part des loyers versée aux prestataires privés 36,5% des crédits de fonctionnement de l'Administration Pénitentiaire (hors coûts salariaux). La Cour dénonce la persistance d'écarts de prix de cantine injustifiables. L'organisation du travail pénitentiaire est une fonction également déficitaire dans les établissements. La Cour s'interroge sur l'accroissement des placements sous bracelets électroniques « au point qu'ils ont l'allure de panacée pour décongestionner les prisons ».

21 juillet – Violences urbaines : Grenelle de la Sécurité à Grenoble, puis au niveau national. L'association des grandes villes de France organisera le 22 septembre à Paris une conférence nationale sur la violence urbaine. Le Ministre de l'intérieur n'y est pas favorable.

21 juillet – Alexandre RODRIGUEZ a été arrêté le 5 juin à Golfe-Juan à bord de l'un des yachts de sa société. Il est soupçonné d'avoir aidé la pègre marseillaise.

22 juillet – Rubrique nécrologique du Monde Décès de Pierre LEMOUSSU magistrat dans sa 44^{ième} année. Une urne à don sera mise à disposition au profit de l'association MYOSOTIS, maison d'accueil des familles et des proches de détenus 43 rue MONTAIGNE AGEN.

22 juillet – Pour un Grenelle de la sécurité urbaine : aux émeutes de Grenoble opposons une vraie politique de la ville afin de restaurer la cohésion. Michel DESTOT Maire (P.S) de Grenoble. « La ségrégation socio spatiale doit être traitée comme une question à part entière ».

22 juillet – Affaire WORTH – BETTENCOURT Enquête préliminaire – instruction : les différences. L'enquête préliminaire est conduite par le procureur qui rend compte à sa hiérarchie, l'instruction est le fait d'un juge indépendant. En 2009 20.899 infractions judiciaires ont été ouvertes soit moins de 5% des affaires pénales. L'enquête préliminaire n'offre aucun droit à la défense contrairement à l'instruction.

22 juillet – Le Conseil Constitutionnel examine solennellement la garde à vue. Les avocats estiment que la procédure viole les droits de la défense et les libertés individuelles. « On ne peut être privé de liberté par un magistrat qui dépend hiérarchiquement du pouvoir exécutif » s'indigne Maître MOLIN. 792.093 gardes à vue en 2009.

23 juillet – La mort de Luigi DUQUENET tué lors d'un contrôle routier le 16 juillet a déclenché colère et violence dans plusieurs villages du LOIR et CHER. Cavale mortelle, deuil manouche.

23 juillet – Des policiers de confiance autour de Nicolas SARKOZY Après les incidents de Grenoble le Président nomme un policier préfet de l'Isère, comme il l'a fait en Seine-Saint-Denis. L'offensive sécuritaire intervient alors que l'affaire WOERTH – BETTENCOURT entrave l'action gouvernementale. Monsieur SARKOZY convoque

le 28 juillet une réunion sur les problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage.

23 juillet – Tribune de Dominique COUJARD, Président de Chambre à la Cour d'Appel de ROUEN « Qu'on ne parle plus du juge COURROYE » La réforme de l'instruction est anéantie. Le Président de la République a fait semblant de le prendre pour un juge lors de l'entretien sur France2. Il s'est repris en parlant de magistrat.

23 juillet – Télé.Obs Le combat d'une vie : il fut l'un des symboles de l'erreur judiciaire en France, mais il aura fallu presque 40 ans à Roland AGRET pour être indemnisé.

25/26 juillet – La jeunesse perdue de Karim BOUDOUDA enfant déscolarisé devenu caïd des cités. Mort au « braque » : issue tragique d'une vie sans espoir. Ancien quartier modèle, la Villeneuve près de Grenoble lutte contre le ghetto.

Des leçons de Saint Aignan Aujourd'hui, les plus fragiles sont les boucs émissaires tribune de Guillaume MAZEAU Maître de Conférence en histoire moderne. Des populations sont ainsi livrées en pâture à l'opinion publique comme les « ennemis de l'intérieur ».

27 juillet – A Mayotte, les clandestins en rétention ont moins d'un mètre carré par personne. Le contrôleur général des lieux de privation de liberté dénonce des conditions « indignes ». Le contrôleur se préoccupe aussi de l'accueil des familles en rétention comme en prison. « Les familles de détenus ne doivent pas craindre de se rendre au parloir du fait d'un risque d'interpellation compte tenu de leur situation administrative.

Les détenus transsexuels doivent être respectés Avis publié au Journal Officiel du 25 juillet du contrôleur - la personne doit pouvoir se procurer les vêtements ou produits de beauté « en adéquation avec le sexe désiré » et être fouillée par des agents de même sexe que le sexe de conversion.

Nouvelles demandes pour le rapprochement des détenus corses - lettre ouverte à la Garde des Sceaux par les familles de détenus. La loi pénitentiaire de 2009 prévoit le rapprochement des détenus dont l'instruction est achevée.

29 juillet – Gens du voyage : l'Elysée annonce plus de répression Malgré les critiques, Nicolas SARKOZY veut davantage surveiller les Manouches et faciliter l'expulsion des ROMS.

400.000 gens du voyage sont recensés en France 95% d'entre eux sont Français et un tiers seulement nomade. Le Commissaire aux droits de l'homme Thomas HAMMARBERG a jugé « inadmissible » que la loi BESSON de 1990 obligeant les municipalités de plus de 5.000 habitants d'offrir des conditions d'accueil dignes « ne soit pas encore pleinement mise en œuvre ».

Halte à la discrimination des Tziganes ! Le traitement des gens du voyage est contraire aux normes juridiques en rigueur Tribune de Jean Pierre LIEGEOIS sociologue. Plus de 50% des gens du voyage sont en situation irrégulière parce que les collectivités locales sont en infraction. La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité et la Commission nationale consultative des droits de l'homme ont à plusieurs reprises, souligné les discriminations dont sont l'objet les gens du voyage et les roms.

Le seuil de 700 places pour les nouvelles prisons est jugé trop élevé par les syndicats pénitentiaires. La garde des sceaux a inauguré mardi 27 juillet un bâtiment rénové à FLEURY MEROGIS.

Population carcérale au 1ier juillet 62.113 détenus Il y a 9487 détenus en surnombre dans l'ensemble des prisons françaises. A Fleury 2.800 places, 3.400 détenus Le contrôleur général des lieux de privation de liberté : « 700 places par établissement c'est beaucoup trop » « la vie sociale en prison ne peut se faire que lorsqu'on arrive à 200 places au maximum ».

30 juillet – Première page du MONDE : Editorial « GENS DU VOYAGE : LA TENTATIVE D'AMALGAME » Dans la torpeur de l'été, rien ne vaut une petite séquence sécuritaire pour tenter de reprendre la main et de faire oublier les affaires.

Entre 2004 et 2009 les atteintes aux personnes ont augmenté de 16,3%.

Tribune de Michèle ALLIOT – MARIE « RESPECTONS LA JUSTICE ET SON INDEPENDANCE » Je dis « assez » aux attaques aussi absurdes qu'injustifiées qu'on a vu fleurir ces derniers mois et ces dernières semaines ».

Nouveau-nés morts : les parents devraient être mis en examen. Huit cadavres de bébé ont été découverts dans deux jardins d'un village du Nord.

Gens du voyage et ROMS L'Elysée veut démanteler 300 campements illégaux dans un délai de 3 mois.

Le Président veut étendre les peines planchers à « toutes les formes de violences aggravées. Les parents négligents pourront voir leur responsabilité engagée sur le plan pénal

31 juillet – 1ière Page : Monsieur SARKOZY veut durcir la répression contre les délinquants d'origine étrangère. Stigmatisant « la permissivité » le chef de l'Etat entend élargir les possibilités de déchéance de la nationalité française. Il brise par la même un tabou. Il s'attaque à deux principes juridiques considérés comme intangibles depuis la Libération : droit à la nationalité - refus de toute distinction entre Français « de souche et ceux qui ont acquis la nationalité.

Le Président veut étendre les peines planchers à « toutes les formes de violences aggravées. Les parents négligents pourront voir leur responsabilité engagée sur le plan pénal.

Le nouveau Préfet de l'Isère Eric LE DOUARON, un pur produit de la police.

La mère infanticide n'a pas invoqué le déni de grossesse. Dominique COTTREZ a reconnu avoir étouffé ses nouveaux nés. Son mari a été laissé en liberté.

Des syndicalistes américains et français alertent l'OCDE sur les pratiques sociales de SODEXO Le numéro un mondial de la restauration collective emploie 355.000 personnes dans le monde. (Sa filiale SIGES assure la gestion déléguée d'établissements pénitentiaires en France). Plainte pour « infraction à la liberté d'association » et « infraction à la santé et à la sécurité ».

Une politique de sécurité en faillite La stratégie et les moyens se révèlent inadaptés. Tribune de Jean Jacques URVOAS Député P.S du Finistère Depuis plusieurs années, le pouvoir développe en matière de maintien de l'ordre public une doctrine d'emploi des forces de plus en plus influencé par le modèle militaire américain. En 2012 il ne sera plus abusif de parler d'une clochardisation des forces consacrées à la sécurité des Français.

AOUT 2010

1/2 août – 1ière Page : Le Conseil Constitutionnel impose une profonde réforme de la garde à vue. Le gouvernement a 11 mois pour faire voter une nouvelle loi qui garantira mieux les droits de la défense.

- **1993 320.000 gardes à vue**
- **2009 plus de 792.000**

Le Conseil valide toutefois les régimes dérogatoires concernant le terrorisme et la criminalité organisée nouveau Préfet de l'Isère Eric LE DOUARON, un pur produit de la police.

Editorial : « Une bonne journée pour la défense des libertés » (le 30/07/10) A l'évidence il y avait une dérive grave, une banalisation de la privation de liberté, trop souvent accompagnée d'humiliations diverses dans des locaux indignes.

La présence de l'avocat lors des interrogatoires au cœur de débats sur la future réforme.

Les syndicats de policiers redoutent « un bouleversement » de leur travail. Un « risque grave pour la motivation du fonctionnaire de police ». Dominique ACHISPON Secrétaire Général du Syndicat des Officiers de police.

La troisième naissance du Conseil Constitutionnel Le mode de désignation de ses membres devra changer pour qu'il se hisse au rang de véritable tribunal constitutionnel. Nouvel Observateur 29/07 au 4/08/10

Article de Florence AUBENAS « La prisonnière du Mexique » Florence CASSEZ a déjà passé 5 ans dans les prisons mexicaines. En dépit ses protestations d'innocence et des révélations sur les conditions de son arrestation et de son procès, il lui en reste 55 à purger.

Rencontre exclusive avec Loïc SECHER Après 9 années à clamer son innocence, la Cour de Révision a annulé sa lourde condamnation pour le viol d'une jeune fille (elle s'était rétractée après le procès).

Nouvel Obs télé Mercredi 4 août 22h50 M6 Mag Accusé à tort : affaire Pascal LABARRE. Condamné en 2002 par la Cour d'Assises de PERIGUEUX à 20 ans de prison pour un meurtre. Appel, intervention de Robert AGRET acquittement lors du 2ième procès.

3 août – Editorial : « Le Président et l'amalgame » Déclaration du 30 juillet à Grenoble « La nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un policier, d'un militaire de la gendarmerie ou de toute personne dépositaire de l'autorité publique ».

Une « guerre nationale » est décrétée contre les « voyous » en particulier s'ils sont issus de l'immigration. Aucune fin – ni la protection indispensable des citoyens ni une élection espérée à la présidentielle en 2012 – ne justifie tous les moyens.

La majorité poursuit son offensive sécuritaire. Martine AUBRY dénonce la dérive antirépublicaine tandis que les ténors de droite ont gardé le silence.

Patrick WEIL historien spécialiste des questions d'immigration « Nicolas SARKOZY fait perdre à la droite républicaine ses valeurs » « Les recalés de la nationalité sont inexpulsables. Ils vont être des bannis de l'intérieur, ils porteront les stigmates d'avoir été refusés ».

Omar RADDAD veut être réhabilité – Condamné en 1994 pour le meurtre de Ghislaine MARCHAL en 1991 à 18 ans de prison, il a bénéficié d'une grâce présidentielle en 1998 lui permettant d'obtenir une libération conditionnelle. Il veut être innocenté, il demande la révision de son procès. Deux empreintes ADN ont été retrouvées dans l'inscription « Omar m'a tuer ».

Un détenu se suicide à la Farlède (Var) par l e feu. Il était libérable en 2011.

4 août – Criminalité -35,11% Baisse du nombre d'homicides en France en 10 ans entre 2000 et 2009 : 682 homicides contre 1051.

Eric CIOTTI (UMP) dépose une nouvelle proposition de loi pour pénaliser les parents d'enfants délinquants (2 ans de prison pour les parents dont les enfants ne respectent pas les obligations du juge).

Manifestation de la Ligue des Droits de l'Homme contre la politique sécuritaire du gouvernement le 4 septembre à Paris

Tribune du club « Droits, justice et liberté » La décision du Conseil Constitutionnel sur la garde à vue reste trop floue sur biens des points. « En pratique, le Conseil admet que des dispositions inconstitutionnelles peuvent continuer à recevoir application jusqu'en 2011.

5 août – Tribune de Bernard-Henri LEVY Les trois erreurs de Nicolas SARKOZY « Mépris des noms, outrage à l'esprit des lois, discours de guerre civile » « N'ayant comme tout un chacun pas de nationalité de rechange, dans quel vide juridique tomberaient-ils ? Ex-Français ? Apatrides ? » « Dans la bouche d'un Président de la République, les mots sont toujours plus que des mots ».

6 août – Le nombre d'homicides est en net recul en France – Huit fois sur dix, la victime et l'auteur se connaissent. Statistiquement si l'assassin habite au 21, c'est votre adresse ou c'est dans votre rue. Une tendance à la baisse en Europe et dans le monde. Etats-Unis : la fréquence des meurtres reste nettement plus élevée qu'en Europe, près de 4 fois plus qu'en France par exemple. Egalité hommes – femmes pour les infanticides (Histoire de l'homicide en Europe de Laurent MUCCHIELLI la Découverte 2009).

7 août – 1ière Page Sécurité : une offensive préparée à l'Elysée depuis l'échec des régionales Sondage IFOP publié par le FIGARO : les sondés soutiennent massivement les mesures répressives (80%).

Dans le quartier de la Villeneuve, la dérive violente des jeunes en complète rupture Une petite cinquantaine de jeunes de 15 à 25 ans, sont à l'origine des émeutes qui ont touché l'ancien quartier modèle de Grenoble, mi juillet. Nouveaux tirs d'armes à feu sur des policiers à VILLIERS LE BEL et AUXERRE.

8 août – Nationalité : les réserves d'Eric BESSON et l'indignation de Michel ROCARD
Eric BESSON : « La déchéance de la nationalité est complexe à envisager notamment pour la polygamie » Michel ROCARD : « la loi sur les mineurs délinquants passe de la responsabilité pénale individuelle à la responsabilité collective. On n'avait pas vu ça depuis Vichy, on n'avait pas vu ça depuis les nazis »

10 août – Yannick NOAH personnalité préférée des Français Il a achevé récemment une tournée dans huit prisons françaises réservées à des longues peines où il a présenté son dernier album.

10 août – Drogues, cacophonie à droite sur les salles d'injection Les avis divergent au sein du gouvernement et de la majorité sur l'ouverture de ces centres d'aide aux toxicomanes. Monsieur APAIRE, président de la Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) « Les centres sont discutables sur le plan philosophique »

10 août – Le recours à la police de proximité est-il inéluctable ? Quelles leçons ont été tirées des échecs passés ? Il ne s'agit pas de jouer au foot mais de restaurer un lien de confiance, de prévenir autant que possible mais aussi de réprimer grâce à une solide connaissance du tissu social.

12 août – Lourde facture pour la réforme de la garde à vue. L'étude d'impact de la chancellerie chiffre à des centaines de millions d'euros la réforme de la procédure pénale. 82,2% des locaux de garde à vue ne répondent pas, selon la direction de la police nationale, aux normes européennes. Le budget de l'aide juridictionnelle pourrait augmenter de 100 millions d'euros.

14 août – RUSSIE : 90% des prisonniers sont malades (tuberculose, sida, hépatites) Représentant du Parquet : « en 2010 les services médicaux n'ont disposé que de 24% des fonds nécessaires ».

Tribune de Matthieu BONDUELLE Secrétaire Général du Syndicat de la Magistrature – réponse à la tribune de Madame ALLIOT- MARIE Ministre de la Justice « Mais où est donc passée la Ministre de la Justice ? » Le chef de l'Etat et plusieurs de ses porte parole ont encore court-circuité la Place Vendôme en annonçant avec fracas une kyrielle de mesures juridiquement aberrantes.

L'évacuation des camps illégaux de ROMS s'accélère. Environ 700 personnes ont été délogées depuis 15 jours, mais leur retour en ROUMANIE reste incertain.

15 août – Surenchère sécuritaire : l'extrême droite veut récolter ce que sème M SARKOZY. Des cadres locaux du Front National jugent que le chef de l'Etat crédibilise leur discours et que leur parti en retire un bénéfice électoral. La rhétorique frontiste, une réserve d'idées pour le chef de l'Etat

15 août – Violente agression contre les policiers à CORBEILL – ESSONNES (quartier des Tarterêts).

17 août – Courrier des lecteurs : « Les gens du voyage » Conclusion de la lettre d'un riverain excédé : « Je voudrais que tous les Bons Samaritains prennent en compte le souci de citoyens paisibles, car à force de nier certaines réalités ils finiront par donner du grain à moudre à l'extrême droite - si ce n'est déjà fait - et c'est dommage.

17 août – 1ière Page : Editorial « TOXICOMANIE : ELECTORALISME CONTRE SANTE PUBLIQUE » A propos des « salles d'injection » une nouvelle fois de lourds problèmes de société sont donc instrumentalisés pour des motifs étroitement politiques et électoralistes.

« Monsieur SARKOZY prend les Français pour des imbéciles » Entretien avec Daniel COHN – BENDIT qui réagit à l'offensive sécuritaire du chef de l'Etat. « Le drame de la situation actuelle c'est que la politique de Nicolas SARKOZY nous rend aveugles ».

L'UMP tente de faire porter sur les maires la responsabilité de l'insécurité.

18 août – Editorial d'Eric FOTTORINO « L'amour de soi et la haine des autres » « Jeter les gens à la rue, miser sur la répression et réduire les moyens éducatifs : n'est-ce pas la pire manière de combattre la délinquance ?

Pourquoi la surenchère sécuritaire de Nicolas SARKOZY mène à une impasse Projet de budget 2011 : 3500 suppressions de postes dans la police nationale sont envisagées dans les 3 prochaines années. Au cours de leurs missions durant le 1ier semestre 2010 9000 policiers et gendarmes ont été blessés.

La surenchère autour de la Sécurité crée un fort malaise au sein même de la majorité

19 août – Sécurité : En Europe, la France compte parmi les pays les plus durs. Le « Monde » dresse un panorama des différentes politiques sécuritaires dans les pays de l'Union.

- Le « club des ultras » Italie, Pays Bas, Suisse
- Le club des « modérés » Allemagne, Espagne
- La spécificité britannique : Le 1ier Ministre entend infléchir « l'Etat surveillance » mis en place par les travaillistes.

La polémique monte autour de l'expulsion des Roms. Alain JUPPE appuie Daniel COHN-BENDIT qui juge que seule l'Europe peut résoudre le problème.

Toxicomanie : il est urgent de moderniser la législation Tribune de Jean Pierre COUTERON Président de l'Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addiction (ANITEA) et Alain MOREL psychiatre » Exiger la modération en règle de vie pour tous est voué à l'échec »

20 août – Deux jeunes des TARTERÊTS condamnés à de la prison ferme après avoir blessé deux policiers.

Mise en garde de BRUXELLES et de BUCAREST sur l'expulsion des Roms.

Pourquoi je ne répondrai au questionnaire de Monsieur HORTEFEUX : ses amalgames sont scandaleux. Damien CARÊME Maire (PS) de Grande-Synthe.

21 août – Les gardiens d'immeuble désertent certaines cités HLM en proie à la violence.

22 août – Sécurité : Brice HORTEFEUX, les « bien pensants » et la « grande milliardaire » « Nous ne céderons pas un centimètre de terrain aux crapules qui voudraient faire la loi dans les cités sensibles »

24 août – La polémique sur la sécurité empoisonne la rentrée de Monsieur SARKOZY

- 3 tribunes.
  *Dominique De VILLEPIN : « Il y a aujourd'hui sur notre drapeau une tache de honte »
  *Rachida DATI : « Cessons donc d'opposer les Français les uns aux autres »
  *Lionel JOSPIN : « Le pouvoir s'est enfermé dans une stratégie de tension ».

- Arthur HERVET, prêtre lillois, renvoie sa médaille du mérite en solidarité avec les Roms. Des hommes d'Eglise défendent les Roms. Le pape a exprimé sa désapprobation.

- Patrick WEIL historien et politologue tribune : « Les quatre piliers de la nationalité » Principe d'égalité, langue française, mémoire de la Révolution et laïcité sont au cœur de l'identité nationale. Nos dirigeants doivent incarner ces valeurs.

25 août – Roms : l'Eglise persiste et signe « La France n'a pas vocation à accueillir tous les Roms » déclare au Monde le Secrétaire Général de l'Elysée Claude GUEANT.

Chine : 13 « crimes » ne seront plus passibles de la peine de mort. Selon Amnesty International la Chine exécute à elle seule plus de condamnés que tous les autres pays réunis (5000 exécutions en 2009).

Le nouveau visage des politiques de sécurité : réduction de la place de l'Etat, privatisation, décentralisation comment s'installe une coproduction public-privé. Exemple : les transferts de détenus représentent l'équivalent de 3000 postes à plein temps, ils pourraient être confiés à une « police pénitentiaire » relevant du Ministère de la Justice.

Lyon : la ville de gauche aux 238 caméras et aux 340 policiers municipaux.

Les critiques de l'Eglise contre la politique sécuritaire de l'Elysée « le gouvernement respecte la dignité des personnes » assure le Secrétaire Général de l'Elysée.

Bandits de souche DANEMARK dans le pays réputé « le plus heureux du monde » Hells Angels, Bandidos ou Black Cobra s'entretuent. Ils jouent sur le racisme pour recruter des jeunes.

26 août – Monsieur FILLON demande que la question des Roms ne soit pas instrumentalisée.

Télé en prison : un état des lieux des coûts de location à la rentrée. L'association Robin des lois, animée par François KORBER lui-même ancien détenu, entend obtenir le droit d'acheter un téléviseur ou de le louer à un prix raisonnable pour tout détenu.

27 août – La commission européenne critique la politique française sur les Roms

La libération de criminels jugés dangereux et susceptibles de récidiver provoque une polémique en Allemagne. Berlin applique un arrêt de la Cour Européenne de Strasbourg, qui condamne la rétroactivité d'une loi. Une centaine de détenus

concernés. La loi de 1933 renforcée à plusieurs reprises permet de garder en rétention un détenu jugé dangereux après sa peine.

La législation française :

La rétention de sûreté a été créée en France par la loi du 25/02/2008 Une personne condamnée à au moins 15 ans de Réclusion Criminelle **après 2008** et qui serait jugée dangereuse après 6 semaines d'observation à FRESNES peut-être à nouveau incarcérée par les 3 juges d'une « juridiction régionale de rétention de sûreté » pendant un an, renouvelable indéfiniment.

La surveillance de sureté : même catégorie de condamnés, remis en liberté mais qui font l'objet d'une surveillance judiciaire accrue. S'ils ne respectent pas le suivi judiciaire, ils peuvent être réincarcérés en rétention de sûreté. 1ier octobre 2009, une seule personne était placée en surveillance de sûreté.

La commissaire européenne en charge de la justice et des droits fondamentaux Viviane REDING demande à ses services d'évaluer si les mesures décidées par la France respectent la charte des droits fondamentaux 'en particulier en ce qui concerne l'interdiction des expulsions collectives et le droit des personnes appartenant à des minorité ».

« Drogues : Pourquoi les Français ont tort » tribune d'Olivier POSTEL-VINAY directeur du magazine « BOOKS » Le Portugal a décriminalisé l'usage de toutes les drogues en 2001. Le bilan est clairement positif.

28 août – La multiplication des violences dans les quartiers alarme les policiers.

Toulouse 24 août fin de soirée des policiers visés à plusieurs reprises par des tirs de fusils de chasse.
Roubaix 21 au 22 août contrôle d'un conducteur de moto non homologuée, poursuite, accident. Jets de projectiles et cocktails Molotov.
Corbeil contrôle d'identité qui tourne mal

Déchéance de nationalité les amendements bientôt arbitrés la semaine prochaine réunion présidée par Nicolas SARKOZY.

Martine AUBRY dénonce « un été de honte pour la France »

29 août – Exécutions collectives dans une prison iranienne Vakil Abad 100 détenus condamnés à mort 68 ont été exécutés dans le plus grand secret. Il y a eu 338 exécutions en Iran en 2009.

Allemagne : compromis sur la libération des détenus dangereux Si les experts attestent de leurs troubles psychiques ils seront maintenus et soignés dans des lieux fermés.

Paris doit cesser de discriminer les Roms selon l'ONU (Comité pour l'élimination de la discrimination raciale CERD).

Déchéance de nationalité : à chaque ministère son amendement. Après arbitrage, des textes seront ajoutés au projet de loi sur l'immigration qui sera débattu fin septembre.
Droit actuel – article 25 du Code Civil : atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation et terrorisme possibilité d'une déchéance.
Amendement BESSON : condamnation à une peine d'au moins 8 ans ou 10 ans de prison pour un acte qualifié de crime contre personne dépositaire de l'autorité publique.
Amendement HORTEFEUX va plus loin déchéance en cas d'excision et de polygamie.

La RATP veut doter ses agents de sûreté de gilets pare-balles.

31 août – Jacques CHIRAC peut-il rester au dessus des lois ? (Editorial) La justice lui reproche d'avoir fait rémunérer par la ville dont il était maire entre 1983 et 1995 vingt et un contrats de travail affectés en réalité à son service personnel. Désamorcer aujourd'hui le procès qui l'attend ce n'est pas seulement faire deux poids deux mesures c'est redonner aux Français l'image d'un Président qui n'est pas un justiciable comme un autre.

Le Parti socialiste veut prouver sa crédibilité dans sa lutte contre la délinquance. Forum interne le 2 octobre qui doit déboucher sur un « pacte national » Suite du colloque de VILLEPINTE en 1997 : le PS avait alors mis de côté « l'excuse sociologique » et avait érigé la sécurité en « première des libertés ».

« Le PS ce n'est pas la Ligue des Droits de l'Homme » formule de François REBSAMEN.

Quelques généralités de Martine AUBRY : elle vante une « police des quartiers », plaide pour des réponses graduées, garantit aux forces de l'ordre des moyens humains, appelle à une meilleur exécution des décisions de justice, défend l'éloignement des mineurs délinquants.

Sécurité : Monsieur FILLON se démarque du Chef de l'Etat et se place en rassembleur. « il y a eu dans mon camp un certain nombre de propos que je n'ai pas acceptés durant l'été ».

Monsieur WOERTH pourrait être passible de la Cour de Justice de la République pour des infractions de prise illégale d'intérêts et de favoritisme.

« Manifeste pour l'adolescence » Grand débat de Marie-Rose MORO psychiatre d'enfants et d'adolescents « …punir de manière brutale et en ignorant la notion de développement de l'adolescent, punir sans éduquer, sans protéger, sans soigner d'abord et avant tout, c'est se condamner à la rupture des liens qui définissent l'humain ».

« Une rage sécuritaire insupportable Toute personne a droit au respect » Christian CHARRIERE – BOURNAZEL avocat, Président de la Commission juridique de la LICRA. « …on ne saurait exiger de l'autre le respect si l'on ne commence pas par le respecter lui-même ».

SEPTEMBRE 2010

1ier septembre – 1ière Page : La politique sécuritaire de Monsieur SARKOZY sème la discorde au sein de l'UMP.

Fadela AMARA exprime son désaccord mais exclut de démissionner.
Choqué, Bernard KOUCHNER a été tenté de démissionner.
Eric BESSON veut élargir les motifs d'expulsions à la « mendicité agressive ».

Débat : André GLUCKSMANN - ROMS, FRANCE, EUROPE : halte aux fanatismes. Le droit a l'errance est imprescriptible.

Ebrahim HAMIDI a 18 ans et il va être pendu, condamné pour homosexualité en Iran. Après Sakineh MOHAMMADI ASHTIANI condamnée à la lapidation pour adultère. Pétition dans le journal du 1/09/10.

2 septembre – Le tribunal administratif de LILLE annule 7 arrêtés de reconduite à la frontière de Roms. En avril, Martine AUBRY avait signé une demande d'évacuation qui a eu lieu le 24 août.

Guet-apens à Gennevilliers Un policier sérieusement blessé à coup de pavés.

« Libération » Une prison pour repousser les murs de la folie Menacée de fermeture la Maison Centrale de Château-Thierry est citée en exemple pour son travail avec des détenus difficiles, dont plus de 80% sont psychotiques. La Centrale accueille une soixantaine de détenus avec 55 surveillants.

En France, selon les Sénateurs, 25% des détenus sont atteints de troubles mentaux. La peine n'aurait aucun sens pour 10% des détenus.

3 septembre – « Passons avec les français un pacte de tranquillité publique » Nouvelle méthode et propositions neuves pour lutter contre l'insécurité Arnaud MONTEBOURG « La sécurité doit devenir l'affaire de tous. Chacun a son rôle à jouer dans le recul de la violence ».

Derrière la politique-spectacle des enfants roms victimes d'exploitation Olivier PEYROUX, Directeur adjoint de l'Association « Hors le rue ».

« Une seule voix et un seul visage : ceux de la colère. Le défi des 4 et 7 septembre » Gérard MORDILLAT (cinéaste) et Dan FRANCK (Ecrivain).

4 septembre – La polémique sur la remise en liberté du suspect d'URIAGE – La décision du juge des libertés et de la détention va à l'encontre des réquisitions du Parquet. Elle a immédiatement provoqué la colère des syndicats de police.

Le ministre de l'Intérieur a exprimé sa « très vive indignation ». Le Procureur Général de Grenoble a jugé la remise en liberté du second braqueur présumé du Casino d'URIAGE « absolument inacceptable ».

La gauche en rangs serrés contre l'offensive sécuritaire de Nicolas SARKOZY 130 associations appellent à manifester le 4 septembre, dont la FARAPEJ.

Michèle ALLIOT – MARIE recevra des élus corses à propos des détenus originaires de l'ile et incarcérés sur le continent.

Un vice-président du tribunal d'Orléans conteste sa mutation forcée au sein de la juridiction. Jean de MAILLARD estime que sa hiérarchie a voulu sanctionner son esprit d'indépendance.

Le livre du jour : « L'administration de la peur » de Paul VIRILIO (Textuel). La peur a toujours existé mais la voici aujourd'hui administrée, orchestrée, politisée.

5/6 septembre – A la suite de menaces, ARTE a déprogrammé « la cité du Mâle » de Cathy SANCHEZ un documentaire sur les violences faites aux femmes en banlieue. La barbarie machiste au quotidien. La mort le 4 octobre de Sohane BENZIANE, 17 ans, brulée vive dans un local à poubelles de VITRY sur SEINE par son ex-petit ami avait provoqué une onde de choc.

Alain TOURAINE : « La démocratie, ça vient de la protestation de ceux qui n'ont pas de quoi manger, qui n'ont pas de liberté, qui ne peuvent pas s'exprimer, qui ne sont pas représentés. Aujourd'hui plus vous descendez, plus c'est vivant ».

7 septembre – Le gouvernement ne changera pas le cap de sa politique sécuritaire. La session extraordinaire du Parlement affiche un menu très chargé.

Le projet de loi sur la sécurité intérieure (17ème texte sur la sécurité depuis 2002) donne plus de pouvoir aux policiers municipaux, renforce le statut de la sécurité privée, généralise la vidéosurveillance.

Une série d'amendements déposés par le gouvernement à la suite du discours de GRENOBLE : extension du port du bracelet électronique (étrangers en instance d'expulsion) extension des peines planchers pour les violences aggravées, peines incompressibles pour les assassins de policiers.

Nationalité : la déchéance en débat.

Une fiction chinoise dénonce le goulag maoïste : « le fossé » du cinéaste WANG BING A la fin des années 50 des centaines de milliers de citoyens ont été déportés pour « dérive droitière » à la suite de la campagne des 100 fleurs. Dans un camp, conçu pour recevoir 40 prisonniers, 3000 hommes vont être parqués 2500 vont mourir d'exténuation et de faim.

9 septembre – « Garde à vue : l'avocat présent de bout en bout » La réforme de la garde à vue présentée au Conseil d'Etat.

- Le parquet à la demande des policiers pourra différer la présence de l'avocat pendant une durée maximale de 12 heures « en raison de circonstances particulières tendant à la nécessité de rassembler ou de conserver des preuves ou lorsqu'un tiers est mis en cause ou cité dans le procès verbal »
- Les fouilles à corps intégrales seront proscrites.
- La personne sera avisée de son droit à garder le silence.

- La garde à vue ne sera possible que pour des crimes ou délits punis de l'emprisonnement, prolongation possible pour ceux punis d'au moins 1 an de prison.
- Régimes dérogatoires : terrorisme, grande criminalité, trafics organisés (système actuel demeure).
- Principe d'une « audition libre » pour une personne suspectée qui accepte de demeurer dans les locaux de police.

Arrestation du meurtrier d'une jeune joggeuse. Marcq-en-Baroeul le 5 septembre. Le meurtrier avait été condamné en 2006 à 10 ans de réclusion pour viol sous la menace d'une arme. Il a été mis en libération conditionnelle à mi-peine. Il s'était « très bien comporté en détention » et avait respecté toutes les obligations, judiciaires et médicales.

Loïck LE FLOCH PRIGENT ex PDG du Groupe ELF retourne en prison pour ne pas avoir remboursé les parties civiles, révocation de sa liberté conditionnelle.

ROMS : La France critiquée par les eurodéputés.

10 septembre – Philippe VENERE estime avoir procédé à 40 000 gardes à vue. Mais l'ancien commissaire critique aujourd'hui le recours systématique à cette procédure « TROP FACILE, LA GARDE A VUE ! » Les syndicats de policiers dénoncent le projet de réforme.

Monsieur LELLOUCHE demande à la ROUMANIE « un plan d'urgence pour les Roms » Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, en visite à BUCAREST, dénonce les « carences » roumaines.

Présence de l'avocat en garde à vue : une réforme en trompe-l'œil selon les juristes. L'avocat risque de n'être qu'une « potiche » estime le Syndicat de la Magistrature. Il ne pourra pas poser de questions mais seulement présenter des « observations écrite ». C'est le parquet qui contrôle la garde à vue et non un magistrat du siège.

La Commission du Sénat regrette trois amendements durcissant la loi sur la sécurité intérieure. L'offensive sécuritaire du gouvernement a mis mal à l'aise une partie de la majorité, les 3 amendements :

- Comparution immédiate de mineurs.
- Peines planchers, dispositif étendu, en cas de récidive de certains délits commis avec circonstances aggravantes.
- Peine incompressible pour les crimes commis contre des représentants des forces de l'ordre.

11 septembre – En République Démocratique du Congo (ex ZAIRE) l'ONU estime à 200000 le nombre d'agressions sexuelles perpétrées en 15 ans de conflit. Le fléau se propage à toute la société ! Boris CYROULNIK : « Quand l'armée ne contrôle plus rien, les hommes sont soumis à leurs pulsions ».

Les eurodéputés demandent à la France de suspendre les expulsions de Roms. Sous la pression de PARIS, BUCAREST accepte d'établir un nouveau plan d'intégration pour la minorité.

Le récit saisissant de Natacha Kampusch huit ans et demi recluse dans la cave d'un pavillon de VIENNE entre les mains d'un petit bourgeois misogyne et paranoïaque, admirateur d'Adolf HITLER.

Sénat : la majorité rentre dans le rang sur les amendements sécuritaires.

Les hôpitaux signalent de plus en plus d'actes de violence. Augmentation de 38% en 2009, 4742 faits constatés, les services psychiatriques sont les plus touchés.

De 19 à 30 ans de prison pour les coupables du meurtre avec barbarie d'un jeune homme devenu souffre douleur, William MADOLO.

Casino d'URIAGE : âpre débat judiciaire après la remise en liberté d'un suspect. Recours du parquet examiné par la Cour d'Appel. Décision le 16 septembre.

Audience sur mesure pour le second procès CLEARSTREAM. Le Syndicat de la Magistrature s'en étonne.

La « rage de réussir » des pensionnaires de l'internat d'excellence de MARLY-LE-ROI - A terme 20 000 places pour des élèves vivant en milieu difficile. 500 millions du Grand Emprunt pourront leur être consacrés.

Le livre du jour : « ATTEINTE A LA LIBERTE » de Juli ZEH et Ilija TROJANON (actes Sud) la hantise sécuritaire tend à habituer les populations à un monstre politique émergent, l'Etat préventif ».

12/13 septembre – Cinq ans après le drame de CLICHY un non-lieu requis pour les policiers. 27 octobre 2005 Zyed BENNA 17 ans et Bouna TRAORE 15 ans sont morts électrocutés dans le transformateurs où ils s'étaient réfugiés après une course poursuite avec la police. Le drame avait déclenché trois semaines d'émeutes.

Peine de mort en suspend faute de stock aux Etats-Unis - Le thiopental utilisé pour l'injection létale est en rupture de stock. Depuis 1976, 1244 personnes exécutées aux Etats-Unis. Le nombre d'exécutions est au plus bas depuis 30 ans.

Samedi 18 septembre : concert géant à PARIS-BERCY, au profit des travailleurs sans papiers.

En Belgique, la publication de dizaines de témoignages souligne l'ampleur du scandale des prêtres pédophiles. Un responsable évoque le « dossier DUTROUX » de l'Eglise.

14 septembre – Affaire WOERTH : L'Elysée a violé la loi sur le secret des sources des journalistes du 4 janvier 2010 'ajout à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse). Les services du contre-espionnage ont été utilisés pour rechercher l'informateur d'un reporter du Monde.

Délinquance et immigration : le facteur culturel. Le sociologue Hugues LAGRANGE a constaté la surreprésentation des jeunes issus d'Afrique Noire dans la délinquance

(livre à paraître le 16 septembre « Le déni des cultures »). Il plaide pour une politique d'intégration qui tiendrait compte des particularités « culturelles » des migrants.

Laurent MUCCHIELI réfute les travaux d'Hugues LAGRANGE. Pour lui, « la recherche montre un cumul de facteurs pour expliquer la délinquance, notamment les problèmes intrafamiliaux, l'échec scolaire et les effets « d'engrenage » dans les quartiers ».

Une circulaire sur les Roms contredit les propos d'Eric BESSON. Le Groupe d'information et de soutien des Immigrés (GISTI) a indiqué qu'il allait déposer un recours devant le Conseil d'Etat.

Un gendarme jugé pour avoir tué un gitan en fuite – Christophe MONCHAL comparait libre du 13 au 17 septembre devant la Cour d'Assises du Var.

Petits truands, grande violence – En marge du milieu marseillais traditionnel émerge un « banditisme de cités », peu structuré mais très brutal, qui règle ses comptes au gros calibre.

15 septembre – Le scandale d'abus sexuels qui rattrape l'Eglise belge – « Il y a 23 ans que je travaille dans ce secteur, mais pour moi, les témoignages de victimes d'abus sexuels ont eu l'effet de coups de poing à l'estomac » assure le pédopsychiatre Peter ADRIAEWSSENS, chargé par l'Eglise d'une mission d'écoute des victimes.

Roms : Volte-face gouvernementale sur une circulaire – « Cibler une population en raison de sa race est discriminatoire donc arbitraire » Benoist MUREL Syndicat de la Magistrature.

Affaire WOERTH : L'Elysée dément. L'ancien conseiller pénal de la Garde des Sceaux David SENAT est soupçonné d'avoir été l'informateur du journaliste du Monde. Il a été prié immédiatement de quitter ses fonctions.

Droite : l'UMP va créer un groupe d travail sur les jurés populaires au sein des tribunaux correctionnels.

16 septembre – Expulsion de Roms, affaire WOERTH la politique française critiquée à l'étranger - Paris « s'étonne » des propos de la commissaire européenne à la justice Viviane REDING qui a exprimé sa « honte » sur la question de Roms.

Les turcs demandent justice 30 ans après le putsch Après le coup d'Etat 650 000 personnes ont été arrêtées, des centaines tuées ou disparues sans compter la cinquantaine d'exécutions capitales.

Le Pérou revient sur l'impunité accordée aux militaires – Entre 1980 et 2000 70 000 personnes victimes du Sentier Lumineux du mouvement révolutionnaire TUPAC AMARV mais aussi de la répression exercée par les forces de sécurité.

Le livre du jour : « LA LOI » de Jean Claude BECANE, Michel COUDERC, Jean LOUIS HERIN (Ed. DALLOZ) « L'abandon volontaire, par les Assemblées, de leur pouvoir législatif entre les mains des gouvernants a accentué la dénaturation de la loi ».

17 septembre – Immigration : la majorité a durci le texte en commission des lois. Les députés UMP ont notamment fait adopter le principe d'un « bannissement » du territoire.

Adoption de la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire.

18 septembre – Pour le Pape, l'Eglise a manqué de « vigilance » face à la pédophilie.

Niger : Al-QUIDA, rebelles ou bandits ? Les enlèvements ont eu lieu dans une région stratégique pour ses réserves d'uranium où règne le « gangs terrorisme ».

Brice HORTEFEUX veut durcir le système judiciaire – Dans un entretien au Figaro Magazine le Ministre de l'Intérieur s'en prend aux juges. Il se prononce pour l'abrogation de l'aménagement des peines de moins de 2 ans de prison ferme. Il souhaite faire passer la majorité pénale de 18 à 16 ans. Introduire des jurés dans les tribunaux correctionnels. Etendre la rétention de sureté. Il propose de « réfléchir » à l'élection des juges de l'application des peines ou des présidents de tribunaux correctionnels.

Depuis 2002, la violence s'aggrave en Seine Saint Denis – D'après le préfet, Christian LAMBERT, quelque « 80 caïds » tiennent le marché de la drogue à l'échelle du département. « On a 4 000 à 6 000 jeunes déscolarisés qui sortent sans rien du système scolaire » Claude BARTOLONE Président PS du Conseil Général.

Grenoble : le maintien en liberté d'un suspect confirmé La Cour d'Appel estime que le « seul retentissement médiatique » ne peut justifier la détention (affaire du braquage du casino d'URIAGE).

Des Balkans aux cités sensibles, les policiers confrontés à l'essor du trafic d'armes – Un pistolet mitrailleur acheté 400 euros en Serbie peut être revendu cinq fois plus cher en France.

19 septembre – A Draguignan le gendarme qui avait tué par balles un gitan a été acquitté.

« La France est sous le coup d'une menace terroriste majeure » selon Bernard SQUARLINI numéro 1 du contre-espionnage français.

Brice HORTEFEUX choque et assume, Monsieur FILLON se démarque du Ministre de l'Intérieur.

Au QUAI – 9 salle d'injection de Genève, les questions des élus Français Une mission parlementaire va être lancée sue les salles de consommation de drogue, qui ont été refusées par Monsieur FILLON.

21 septembre – La France cible prioritaire du terrorisme islamiste en Afrique et au Maghreb.

La fin du silence d'Ingrid BETANCOURT – Après un peu ^plus de 6 ans de détention dans la jungle colombienne et un retour à la liberté sous le feu des critiques, l'ex otage s'explique.

Entretien avec Olivier IHL Directeur de l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble « Il faut savoir d'où l'on vient pour résister à un danger de l'époque : l'attachement au culte tyrannique du présent. L'exemple de la sécurité est parlant. A chaque fait divers, sa loi nouvelle écrite dans l'emballement. Céder frénétiquement au présent c'est choisir des réponses précipitées, hystériques ».

Les tribunaux en grève pour pouvoir appliquer la loi. « Il s'agit de montrer que lorsqu'on applique la loi, toute la loi, rien que la loi le système se bloque tout seul » Christophe REGNARD Président de l'Union syndicale des magistrats.

Une policière en uniforme installe son bureau dans un lycée sans histoire. Il est étiqueté parmi 53 collèges ou lycées réputés violents.

Madame ALLIOT – MARIE réservée au sujet des propositions de Monsieur HORTEFEUX. Tribune : Replaçons la libération conditionnelle au cœur de la lutte contre la récidive. Cinq pistes pour améliorer le dispositif

- améliorer l'information du juge
- améliorer l'expertise
- rompre l'isolement du juge (participation d'assesseurs issus de la société civile aux côtés du juge)
- renforcer la progressivité de la libération conditionnelle
- améliorer le suivi de détenus sortis de prison.

22 septembre – La police s'implique de plus en plus dans l'urbanisme des cités sensibles. Une circulaire prévoit de tenir compte des impératifs sécuritaires »le plus en mont possible ». La dimension sécuritaire devient un des critères importants d'évaluation des projets de rénovation urbaine. L'affectation sélective des effectifs policiers constitue un moyen de pression efficace sur les collectivités locales.

23 septembre – En France, 17 des 21 grandes villes ont mis en place un dispositif de vidéosurveillance.

Au Venezuela, le thème de la violence s'impose dans la campagne des législatives. Depuis l'arrivée d'Hugo CHAVEZ au pouvoir, le nombre d'homicides a été multiplié par 4 : 16 000 meurtres commis en 2009. « Près de 93% des crimes restent impunis et les prisons surpeuplées sont des lieux de non droit » Margarita LOPEZ – MAYA candidate aux élections.

L'extrême droite « faiseur de rois » en Europe Le discours de l'extrême droite sur les immigrés a déteint sur quasiment tous les partis, danois, y compris à gauche. « Au-delà des craintes économiques et de la pression fiscale trop forte, les gens craignent de vieillir dans un environnement qu'ils ne reconnaissent plus en compagnie d'immigrés non européens et de l'islam » Dominique REYNIE.

A Toulouse, le maire et le préfet s'opposent sur la politique de sécurité. La réorganisation de la police municipale et l'extension de la vidéosurveillance alimentent la polémique.

La « rétention douanière » jugée inconstitutionnelle 48 heures sans avocat, sans la possibilité de prévenir un proche, ni d'obtenir la visite d'un médecin, statut exorbitant des aveux recueillis sur procès verbal.

Comment les cols blancs du CAC40 s'entraînent pour affronter une garde à vue.

25 septembre – Une femme, déficiente mentale légère, a été exécutée aux Etats-Unis (12ième femme exécutée depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976).

« Salle de shoot » les élus repartent en guerre.

Drogues : la gestion minutieuse d'un réseau mise à jour. Les trafiquants importaient et vendaient la cocaïne puis blanchissaient eux-mêmes l'argent.

Tribune d'Olivier DUHAMEL Professeur à Sciences Po – « Il faut arrêter la dégradation du discours politique » « Nous vivons dans des temps où, à cause de la mondialisation et de la « vidéocratie » la stratégie de personnalisation outrancière du pouvoir et du populisme xénophobe fonctionne ». La gauche ne peut pas offrir une réponse simple. Elle ne doit pas dénoncer mais construire des réponses complexes pour démontrer l'inanité du populisme xénophobe.

26/27 septembre – Yannick NOAH, chanteur sans langue de bois – Mois de juillet « Carcéral Tour 2010 » 10 concerts dans 8 prisons françaises.

Patrick CHABERT a été jugé coupable du meurtre de son épouse. Nadine CHABERT avait mystérieusement disparu le 10 juin 2003. Son corps n'a jamais été retrouvé.

Trois interpellations dans le cadre de l'enquête sur le lycéen parisien agressé (il est dans le coma). Il s'agirait d'un règlement de compte lié à un trafic de drogue.

Un ex diplomate tunisien condamné pour tortures, jugé par la Cour d'Assises de NANCY en son absence pour des actes de barbarie dans son pays. Le principe de la compétence universelle a été appliqué pour la deuxième fois en France.

Tribune d'Arno J. Mayer - Le cancer de la corruption : aujourd'hui il est devenu faux d'opposer le Nord au Sud sans l'aspect de la vénalité des dirigeants politiques. D'ENRON à VIVENDI, c'est tout l'occident qui est gangrené. « Le symptôme le plus manifeste de l'enkystement des affaires dans la politique est la porosité des frontières entre secteur public et privé ».

28 septembre – Une nouvelle loi vient durcir la politique migratoire :

- Recul de l'intervention du juge des libertés et de la détention.
- Allongement de la durée de la rétention (-> 45 jours)
- Des « zones d'attente » à la carte
- Déchéance de nationalité
- Limiter les droits des étrangers malades.

Rappel : 1981 législation et organisation de la rétention administrative 1992 Paul QUILES a fait passer dans la loi les zones d'attente.

Le Médiateur de la République dénonce la « déshumanisation » « Les nouvelles technologiques ne doivent pas ajouter de la souffrance à la souffrance, surtout auprès des populations déjà fragilisées par la précarité ».

« L'Etat est soumis à une forme de privatisation indirecte » Luc ROUBAN Directeur de recherche au CNRS On quitte la vision « solidariste » du secteur public pour celle d'un Etat « prestataire de services ».

Conflits d'intérêts et éthique de comportement : sortie du livre de Martin HIRSH Il met le doigt où cela fait mal : sur ce mélange des genres fréquent entre responsabilité politique et intérêts économiques ou financiers.

Pour une république tempérée. Des juges élus ne seraient plus impartiaux – Tribune de Bernard DEBRE (ancien Ministre) « Elire un juge reviendrait évidemment à le soumettre aux aléas politiciens » « les jurys populaires, en matière correctionnelle, seraient soumis aux mouvements d'humeur populaire ».

29 septembre – Affaire WOERTH le procureur de NANTERRE Philippe COURROYE refuse un juge indépendant en dépit des recommandations de Jean Louis NADAL Procureur Général auprès de la Cour de Cassation.

Contre-enquête : immigration la France est-elle la plus stricte ? « Comparée à d'autres pays, la France n'a pas à avoir honte » Jean Pierre GARSON Chef de la division des migrations internationales à l'OCDE.

30 septembre – Budget 2011 : les crédits des ministères sont tous en baisse sauf ceux de l'enseignement supérieur et de la justice. Justice +400 emplois à temps plein en 2011 Baisse des emplois aidés de 400 000 à 340 000 en 2011.

A Lyon une nouvelle génération de gangsters multiplie les holdups avec une extrême violence. En 1 an 17 braquages dans la région lyonnaise.

Au Pays-Bas le futur gouvernement bénéficiera du soutien de l'extrême droite. Le gouvernement entend durcir les lois relatives à l'immigration et à l'intégration.

OCTOBRE 2010

1ier octobre – La France veut prendre sa place dans le marché mondial et lucratif des sociétés militaires privées. Dans le Massif Central la compagnie CAE Aviation intervient dans l'entraînement des forces spéciales.

La CGT s'inquiète des agressions d'agents EDF GDF « Un minimum de 400 agressions et incivilités sont recensées chaque année ».

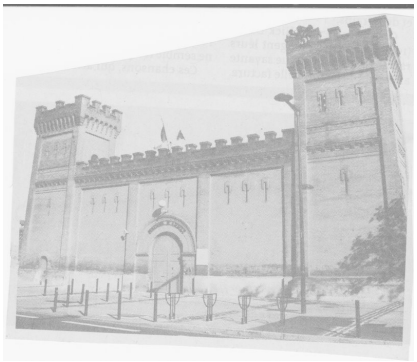
Tribune de Jean Pierre BALLIGAND Député PS de l'AISNE « L'ennemi intérieur » une construction qui dissout la République. La gauche doit s'opposer frontalement à la stratégie présidentielle. On passe de l'Etat protecteur à la gouvernance par l'insécurité, celle qui rallie les citoyens par la peur en détruisant la liberté, l'égalité et la fraternité.

2 octobre – Afrique du Sud : 860 morts imputés à la police en 2009, 560 lors d'opération de police, 294 en détention dans les commissariats, 7 de tortures ont été recensés.

France : un élève sur cinq soit environ 150 000 élèves quittent le collège avec de graves lacunes en français et en Math. Rapport du Haut Conseil de l'Education.

Les députés ont adopté l'amendement sur la déchéance de nationalité pour des personnes naturalisées depuis moins de 10 ans condamnées pour crime sur des dépositaires de l'autorité publique.

La prison de TOULOUSE peut-elle devenir un lieu culturel ? Construite au XIXème siècle, désaffectée en 2009 elle appartient à l'Etat. La ville de TOULOUSE est prête à l'acheter mais pas à n'importe quel prix.



Au BRESIL la candidate aux élections présidentielles DILMA ROUSSEEF a été une militante engagée dans la lutte armée durant la dictature. Arrêtée en janvier 1970, torturée durant 22 jours, condamnée, elle sortira de prison trois ans plus tard.

3 octobre – Réforme des retraites, offensive sécuritaire : Monsieur SARKOZY face à l'opinion. A l'évidence, son offensive estivale sur le terrain de la sécurité ne lui a pas permis de regagner du crédit auprès des français. Il a un peu séduit l'extrême droite mais il s'est tout autant éloigné des électeurs du centre droit.

Saint Aignan : Monsieur HORTEFEUX soutient le gendarme mis en examen pour avoir tué par balle en juillet un jeune gitan dans le Loir et Cher.

Naufrage aux assises de l'HERAULT Le procès de Jean Michel BISSONNET accusé d'avoir commandité l'assassinat de sa femme est reporté au 10 janvier 2011. Il avait subordonné un témoin. Ses avocats renoncent à le défendre.

L'extrême droite tisse des liens avec la droite pour défendre René GALINIER L'homme est détenu pour avoir grièvement blessé deux cambrioleuses d'origine étrangère. « Il est clair que les Français n'ont pas tout compris sur la décision de laisser cet homme en prison et de libérer un multirécidiviste » Elie ABOUD député UMP de l'Hérault.

Trois mois de prison ferme pour insultes à gendarme sur facebook.

5 octobre – Ouverture en appel du procès de l'affaire de l'hormone de croissance 1700 enfants traités, 120 d'entre eux sont morts de la maladie de CREUTZFELDT – JAKOB.

La ville de MONTFERMEIL et CLICHY sous BOIS, d'où sont parties les émeutes en 2005, veulent changer leur image avec un projet culturel ambitieux Une « Villa Médicis » dans le 93.

6 octobre – Société Générale : Jérôme KERVIEL jugé coupable d'abus de confiance par le tribunal correctionnel de PARIS, poursuivi pour une perte record de près de 5 Milliards d'Euros début 2008.

Hausse de la part des filles dans la délinquance des mineurs. Elle est passée de 9,9% en 1996 à 15,5% en 2009. Leur part s'est fortement accrue pour les atteintes aux personnes. Données à relativiser : elles peuvent tenir à des évolutions de comportement des filles ou à une intensification de l'activité policière.

Non-lieu requis en faveur de Jacques CHIRAC dans l'affaire des emplois fictifs du RPR. Le Procureur de la République de NANTERRE Philippe COURROYE retient l'excuse de « bonne foi » de l'ancien Président de la République.

7 octobre – Procès KERVIEL : débat sur le sens d'un jugement Cinq ans de prison, dont trois ferme, 4,9 Milliards d'Euros de dommages et intérêts : « La justice n'a peut-être pas rendu le verdict dont l'opinion rêvait. Est-ce une raison pour la qualifier d'inique ? » Editorial du Monde.

En France, 11 personnes soupçonnées de terrorisme ont été interpellées.

Un condamné à mort, exécuté en 2004 au Texas, pourrait être blanchi.

L'agroalimentaire, source mondiale de trafics. De plus en plus souvent commis par des mafias organisées, les délits se multiplient mais restent peu sanctionnés.

René GALINIER reste en prison Il avait grièvement blessé deux cambrioleuses. « Une mise en liberté aurait suscité l'incompréhension dans l'ethnie d'origine des victimes (ROMS) et fait craindre des représailles à l'égard du mis en examen » Chambre d'Instruction de la Cour d'Appel de Montpellier.

Le vieil homme muré en son passé L'ancien gardien du camp de BELZEC Samuel KUNZ est mis en examen pour complicité dans l'assassinat de 434 000 juifs.

Combat d'un flic contre son institution - « Fichier STIC une mémoire policière sale » de Philippe PICHON et Frédéric OCQUETEAU La moitié de la population française fichée soit au titre de mis en cause soit au titre de victime taux d'erreur 836% Il est suspendu « à titre conservatoire » par le Ministère de l'Intérieur.

8 octobre – La gendarmerie utilise un fichier illégal qui vise des Roms et les gens du voyage (1ièreb page du Monde) Les avocats des quatre principales associations de Roms et des gens du voyage ont porté plainte.

Les violences conjugales ont entrainé la mort de 140 femmes en 2009 dans 50% des cas, elles ont lieu devant les enfants.

Rapport de la CIMADE : 318 enfants placés en centre de rétention en 2009 (doublement en 5 ans).

Le nombre de prisonniers de conscience en Iran se situerait entre 500 et 1000 personnes. Farah Elmira Vazehan manifestante de 48 ans arrêtée en décembre 2009 à Téhéran, a été condamnée en août 2010 à la pendaison.

« L'Etat de droit est il menacé ? » Débat du Monde Dominique

NOGUERES Vice présidente de la Ligue des Droits de l'Homme : « Les lois grignotent des droits et finissent par porter atteinte aux libertés »

Jean François COPPE Président du groupe UMP à l'Assemblée Nationale : « Nous vivons dans un pays qui, au monde, préserve le plus les libertés »

Manuel VALLS maire PS d'EVRY « Le problème de Nicolas SARKOZY, c'est que les résultats ne sont pas au rendez-vous ».

9 octobre – Iran : depuis 1979 la peine de mort par lapidation pour adultère a été appliquée dans une centaine de cas.

Garde à vue : la Cour de Cassation examine les régimes dérogatoires – le parquet général plaide pour la présence effective de l'avocat même en cas de terrorisme. Dans un projet de réforme la chancellerie prévoit de ne modifier que le régime commun de la garde à vue.

10/11 octobre – La Chine officielle a qualifié d' « obscène » l'attribution vendredi 8 octobre du prix Nobel de la paix au dissident chinois emprisonné LIU XIABO Il a été condamné en décembre 2009 à 11 ans de prison pour avoir participé et fait circuler un texte en faveur de la démocratisation en Chine, la Charte 08.

Profanations, actes de vandalisme, graffitis à caractère xénophobe, raciste, antisémite ou islamophobe secouent Strasbourg depuis des mois. « Ce sont les clignotants d'une situation socioéconomique tendue. Ce sont les premiers plombs qui pètent » Jean François COLLANGE Président de l'Union des Eglises protestantes d'Alsace.

12 octobre – Europe : l'extrême droite dopée à l'islamophobie « Vienne la rouge » se teinte à nouveau de brun.

Pékin cache le Nobel de la paix LIU XIABO aux chinois – Bien que l'épouse de Monsieur LIU ait pu le rencontrer dans sa prison, la Sécurité d'Etat harcèle les militants pro démocratie.

Affaire KERVIEL : la déduction d'impôts de la Société Générale suscite la polémique. Un dispositif fiscal lui a permis de compenser un tiers de ses pertes.

14 octobre – Une médiathèque BADINTER à la Santé « Les personnels et les détenus sont tombés d'accord sur votre nom a souri la directrice Sylvie MANAUD, on espère que ça va devenir un lieu du quotidien ». « La prison ne peut pas être un monde clos, il faut l'ouvrir sur l'extérieur, sinon elle ne sera qu'un bouillon de culture où l'on fabrique de la récidive ».

15 octobre – Au procès FERRARA une ex jurée dit sa solitude. Evasion à l'arme lourde le 12 mars 2003 de la prison de FRESNES Julie HEBETTE était jurée lors du procès en 1ière instance.

Libération de René GALINIER sous contrôle judiciaire, il avait blessé deux cambrioleuses.

A Paris, des éducateurs de rue au contact quotidien des jeunes de quartiers – Répandu dans les années 80, la prévention spécialisée redécouverte par les juges des enfants. Des assises pour prévenir la délinquance juvénile organisées par jean Marie BOCKEL secrétaire d'Etat à la Justice « l'augmentation de la délinquance des jeunes n'est pas une fatalité ».

La peine mortelle de MITTERRAND Pendant la guerre d'Algérie le garde des Sceaux a autorisé les exécutions de nationalistes et s'est opposé à 80% de leurs recours en grâce.

16 octobre – 61 000 détenus pour 56 000 places de prison au 1ier octobre 1% de plus en un an. En deux ans hausse du nombre de places 10,8% avec la création de 11 nouveaux établissements,

Prévenus 15 851 (+1,6%)
Condamnés 45 291
Mineurs 692 (+9,8%)

Les aménagements de peine ont bénéficié à 7 774 détenus (15,2% des condamnés), progression de 18,8% en 1 an, 37,9% en deux ans.

La politique de la Ville impuissante à résoudre les difficultés des quartiers – Dans un rapport, deux députés (PS er UMP) dénonce l'absence de « suivi politique cohérent ». 45 Millions d'habitants vivent dans les zones urbaines sensibles

Taux de chômage 16,9% en 2009 contre 7,5% dans le reste de la France
Seuil de pauvreté 33,1% vivent en dessous de 908€ mensuels, le chiffre atteint 44,3% de jeunes de moins de 18ans.

La France condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour sa procédure de garde à vue – nécessité de la présence de l'avocat pendant les interrogatoires (Arrêt dit BRUSCO du 14 octobre).

19 octobre – Enfants sous surveillance électronique : une trentaine de maternités en France ont équipé les bébés de puces. Aux Etats-Unis une école a déjà franchi le pas. Alex TÜRK Président de la Commission Nationale Informatique et Liberté 'CNIL) « Je suis assez pessimiste. Notre société va être secouée ces 15 prochaines années, car notre vie privée, telle que nous le concevons, n'existera plus ». Une expérimentation en 2011 avec des malades d'ALZHEIMER.

21 octobre – La Cour de Cassation juge la garde à vue non-conforme au droit européen. Déposé au Parlement, le texte de la chancellerie va devoir être réécrit pour la troisième fois. Arrêts du 19 octobre (arrêts TISSET, BONNIFET et SAHRAOUI). Droit de se taire, droit d'être assisté d'un avocat. Les avocats ne pourront être présents qu'après l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi, et au plus tard le 1ier juillet 2011.

Vendetta sans fin à SARTENE : en deux ans on y a recensé 8 morts par balles. Depuis la disparition des grands parrains, les seconds couteaux s'affrontent pour reprendre le territoire.

22 octobre – Villiers le Bel : un policier mis en examen pour homicide involontaire. Novembre 2007 un policier avait provoqué la mort de deux jeunes en moto à l'occasion d'une collision avec son véhicule.

Nouvelle journée d'émeutes à Lyon Brice HORTEFEUX : « La France n'appartient pas aux casseurs, aux pilleurs ni aux caillasseurs ».

Pourquoi la France considère ses jeunes comme en danger plutôt qu'un espoir ? Analyse de Luc BRONNER « La crainte de la jeunesse est électoralement plus rentable que la résolution des problèmes qu'elle met en évidence ».

Eglise : neuf prêtres en prison pour pédophilie, et 51 mis en examen.

24/25 octobre – La justice prise au piège dans l'affaire BETTENCOURT – Le procureur général de VERSAILLES demande que le tribunal de NANTERRE soit dessaisi. Nouvelle plainte du « Monde » pour violation du secret de l'instruction. « Une atteinte intolérable au droit d'informer » éditorial.

Drame de Clichy sous Bois : deux policiers renvoyés en correctionnelle. 27 octobre 2005 Zyed BENNA 17 ans et Bouna TRAORE 15 ans étaient morts pour s'être réfugiés dans un transformateur après une course poursuite avec la police. Résultat trois semaines d'émeute dans les banlieues.

L'enquête sur le « groupe de TARNAL » validée par la Cour d'Appel. Soupçonné d'avoir saboté des lignes de TGV en octobre et novembre 2008.

Selon l'ONU, le « crime organisé » est une « menace globale » pour la stabilité internationale. Beaucoup d'Etats n'utiliseraient pas les moyens à leur disposition pour lutter contre une délinquance qui rapporterait 85 Milliards d'Euros par an ; dont 75 proviennent du trafic de la drogue.

La peine d'Antonio FERRARA réduite en appel (13 ans de réclusion criminelle au lieu de 17). Son avocat Karim ACHOUI condamné à 7 ans en 1ière instance a été acquitté (évasion de la prison de FRESNES le 12 mars 2003).

26 octobre – Le grand malaise politique de la justice française – Affaire BETTENCOURT : questions sur le tribunal de grande instance de NANTERRE. Les autres pays sont-ils plus efficaces ? La Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) crée en 2003 compare les systèmes des 47 pays membres du Conseil de l'Europe.

Rapport pour l'année 2008 : budget du ministère de la justice en augmentation constante, reste modeste, aide judiciaire insuffisante. La France a peu de juges (9,1 pour 10 000 habitants). Les procureurs sont débordés et expédient la moitié des affaires sans même que les justiciables soient présentés à un juge du siège.

Dix huit membres du « gang des barbares » rejugés en appel. Cour d'Assises des Mineurs à huis clos. Youssef FOFANA a été condamné en 2009 à la Réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sureté de 22 ans. Il sera témoin au procès.

Ecole : rapport alarmant du Haut Conseil à l'Intégration sur le « communautarisme » montée des tensions ethnoculturelles. Proportion de jeunes de 0 à 18 ans d'origine immigrée : 18,1% en France (57% en Seine Saint Denis).

27 octobre – Le parquet fait appel du renvoi en correctionnelle des policiers de Clichy (mort par électrocution de deux adolescents).

28 octobre – Le jour où le procureur Philippe COURROY a été lâché Mardi 26 octobre, le magistrat a reçu l'ordre d'ouvrir une information judiciaire dans le dossier BETTENCOURT. L'ensemble du dossier sera dépaysé.

29 octobre – Le rapporteur spécial de l'ONU contre la torture alerte sur le sort des immigrés sans papiers détenus en Grèce. Manfred NOWAK appelle l'Europe à sortir de l'inertie dans la lutte contre les mauvais traitements. « Non seulement les cellules sont surpeuplées, sales et non ventilées mais 57% de la population carcérale du pays est composées d'étrangers, des clandestins pour la plupart ».

Faut-il avoir des salles de consommation de drogue ? Sont-elles adaptées à l'addiction ? Quels sont les obstacles à l'expérimentation ? 60% pourcentage des « usagers problématiques de drogues » touchés par l'hépatite C. 10% par le VIH, 8% par l'hépatite B rapport INSERM 2006.

Regrouper les autorités administratives indépendantes. (42 aujourd'hui !) Rapport de Christian VANWESTE (UMP) René DOSIERE (PS) Regroupement au sein du futur DEFENSEUR DES DROITS du Médiateur de la République, du défenseur des enfants et de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (HALDE). Par contre fusion proposée Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS) et Contrôleur Général des lieux de privation de liberté pour créer un Contrôleur général de la Sécurité.

30 octobre – 30 Millions d'Euros pour la vidéo protection en 2011 déclaration de Brice HORTEFEUX. 37 000 caméras financées par l'Etat pour les collectivités locales.

NOVEMBRE 2010

6 novembre – La Cour Européenne des Droits de l'Homme a condamné la France le 4/11/10 pour traitements inhumains ou dégradants infligés à un mineur lors d'un contrôle d'identité dans un commissariat des Hauts de Seine en juillet 2001.

La loi qui facilite le renvoi des mineurs roumains est jugée inconstitutionnelle au motif qu'aucune voie de recours ne permettait de contester l'éloignement.

7 novembre – Garde à vue : « la chancellerie doit revoir sa copie » Robert BADINTER exhorte le Parlement à remanier en profondeur le projet de réforme.

Les condamnations du régime actuel :

- 30 juillet Conseil Constitutionnel en raison de l'absence de l'avocat
- 14 octobre Cour Européenne des Droits de l'Homme
- 19 octobre Cour de Cassation régimes dérogatoires (criminalité organisée, terrorisme) contraires au droits européens.

« L'audition libre » imaginée par le Garde des Sceaux c'est le bon vieux face à face du suspect et du policier cher au commissaire MAIGRET.

Tuerie des Marronniers : vingt huit ans de réclusion pour Ange Toussaint FEDERICI l'homme est suspecté d'être un des derniers parrains corses.

Le Garde des Sceaux a ordonné une enquête administrative après les propos d'un magistrat de BOBIGNY : « la police française, ça ressemble un peu à la GESTAPO dans ce dossier » 7 policiers poursuivis pour avoir accusé à tort un homme.

11 novembre – La justice face à la corruption internationale Arrêt de principe de la Cour de Cassation mardi 9 novembre – Il ouvre la possibilité pour des organisations non gouvernementales (ONG) militant pour la moralisation de la vie publique un droit de saisir la justice à propos de l'affaire des « biens mal acquis » par des Présidents d'Etats africains.

A propos d'une affaire de plagiat : la commission nationale informatique et liberté recommande « l'anonymisation » des décisions de justice.

La Direction Centrale du Renseignement intérieur a procédé à une série d'interpellations dans les milieux fondamentalistes français. Cinq djéhadistes préparaient l'assassinat de Monsieur BOUBAKEUR recteur de la Mosquée de Paris.

12 novembre – Au Mexique mille cinq cents gangs de jeunes, âgés de 14 à 24 ans, travaillent pour les trafiquants de drogue. Policiers et magistrats sont impuissants. « Les jeunes tueurs coutent moins cher que les adultes et leurs peines de prison sont bien moins lourdes. Vite tués, ils sont immédiatement remplacés » Gabriel REGINO criminologue.

Après la bagarre de CRAON le principal estime « qu'il faut bien s'occuper de ces jeunes » Etablissement de réinsertion scolaire (E.R.S) hébergé dans un collège de MAYENNE. Une dizaine d'établissements de ce type ouverts à la rentrée.

13 novembre – Délinquance économique : l'impunité s'accroit en France tribune de Thierry GODEFROY et Laurent MUCCHIELLI chercheurs au CNRS. « La vie des affaires n'est pas vraiment menacée par la justice pénale »

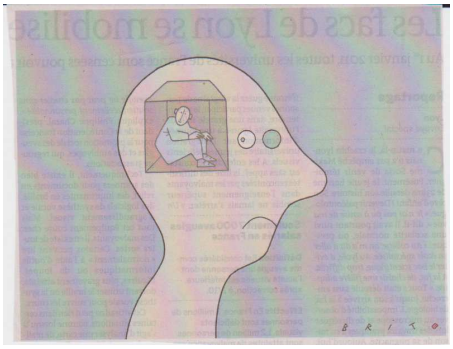
15 novembre – L'Université catholique dans les anciennes prisons Saint Paul et Saint Joseph à Lyon. L'Etat les a vendues pour 25 Millions d'euros. Le produit de la vente devrait servir à la rénovation d'autres prisons françaises.

16 novembre – Birmanie, Aung San Suu Kyi, dissidente birmane a été libérée. Elle a obtenu le prix Nobel de la paix en 1991.

Michel MERCIER devient Ministre et de la Justice des libertés. Ancien Président du groupe union centriste au Sénat, ancien trésorier du MODEM. Jean Marie BOCKEL quitte le gouvernement.

Journée de blocage des établissements pénitentiaires à l'initiative de FO, CGT, CFDT, FSU à l'exception de l'UFAP. Demande d'embauches et de moyens – nouvelles tâches, transfèrement des détenus ou la sécurité des audiences.

17 novembre – Davantage de mineurs incarcérés en 2010 + 6.3% en un an. Ils sont 695.



Nicolas SARKOZY propose de faire intervenir des jurés populaires au tribunal correctionnel et auprès des juges de l'application des peines pour l'octroi de libération conditionnelle.

18 novembre – Le parti socialiste acte son virage idéologique sur la question de la sécurité. Le PS, qui n'avait pas planché sur ce sujet depuis 10 ans, propose une politique globale. « La sécurité est un droit fondamental au même titre que l'éducation et la santé. Nous refusons la société de violence et des zones de non droit » Répondre à chaque acte par une sanction rapide et juste.

19 novembre – Ingérables établissements de réinsertion scolaire Chronique d'un échec annoncé.

20 novembre – Disparition d'ABRAHAM SERFATY quinze mois au centre de torture de Casablanca, 17 ans de prison à Kenitra. Marié en 1986 à Christine DAURE qui sera présidente de l'Observatoire International des Prison. 1991 il est expulsé du Maroc en 2000 il est accueilli avec les honneurs.

« Vers une justice populiste » Chronique de Caroline FOUREST Il est temps d'arrêter de flatter l'opinion publique dans ses peurs au moindre fait divers, il faut lui dire la vérité.

La remise en liberté d'un trafiquant de drogue contestée. Brice HORTEFEUX a vivement réagi après la décision du juge des libertés et de la détention de BOBIGNY. « Synergie » l'un des syndicats des officiers de police dénonce la loi pénitentiaire de 2009.

Deux personnes mise en examen après l'incendie meurtrier de DIJON.

L'indépendance du parquet, une norme pour le conseil de l'Europe « Un statut d'indépendance des procureurs constitue une exigence fondamentale de l'Etat de droit » a déclaré le conseil consultatif des juges européens, une instance du Conseil de l'Europe.

20 novembre – Journal NORD ECLAIR

LONGUENESSE : un détenu se suicide à la Maison d'Arrêt par pendaison à un barreau de son lit profitant de l'absence de son codétenu. 106^{ième} suicide depuis le 1^{ier} janvier 2010.

LONGUENESSE : viré pour s'être plaint de ses conditions de travail le 13 octobre. Information de l'Observatoire International des Prisons.

21 novembre – Michel MERCIER, ministre de la justice et des libertés, promet d'associer les magistrats aux réformes exigées par l'Elysée. L'union syndicale des magistrats a accueilli avec scepticisme le projet d'introduire des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels.

Un adolescent de 16 ans tué dans une fusillade à MARSEILLE

« Le management sécuritaire » Frédéric GROS philosophe De l'UMP au PS la sécurité est affichée comme une priorité. Récit des métamorphoses d'une notion née dans l'Antiquité qui s'applique autant aux populations qu'à l'alimentation. Il prépare un livre sur l'émergence d'un nouveau paradigme de la sécurité. « Le dernier Age de la Sécurité » Gallimard à paraître en 2011.

21 novembre – Michel MERCIER, ministre de la justice et des libertés, promet d'associer les magistrats aux réformes exigées par l'Elysée. L'union syndicale des magistrats a accueilli avec scepticisme le projet d'introduire des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels.

24 novembre – La répression des trafics de drogue reste sans effet. L'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales constate la progression du marché des stupéfiants. Les règlements de comptes sont de plus en plus violents dans les cités sensibles. L'action de la police et la sévérité de la justice ne suffisent pas à endiguer le phénomène
Le marché des stupéfiants est devenu partie intégrante de l'économie d'une partie des quartiers défavorisés (où plus d'une personne sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté.) Les personnes condamnées pour usage ou trafic de drogues 20% du total des détenus (18% trafic, 2% usage).

L'insécurité un sentiment en hausse - 2009 4,7 Millions de Français disent avoir été victimes de vol ou de tentative, 1,2 Million de violences physiques ou sexuelles.

Le procureur n'est pas une autorité judiciaire indépendante selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme Décision du 23/11/10 affaire France MOULIN La réforme de la procédure pénale, qui plaçait le procureur au centre des enquêtes devra être revue.

25 novembre – Editorial : « Justice française condamnée » Soit le gouvernement français réforme le parquet pour le rendre indépendant, soit il se met en infraction avec les principes européens du « procès équitable ».

Accusé à tort de violence par un élève un enseignant de l'Aisne s'est suicidé. L'adolescent a été condamné, mercredi à quatre mois de prison avec sursis avec mise à l'épreuve et stage de citoyenneté.

« Le déséquilibre du système pénal sape l'état de droit » La juriste Mireille Delmas Marty analyse la condamnation de la France par la Cour Européenne.

26 novembre – 75.000 victimes de viol en France chaque année. 198.000 femmes seraient victimes de maltraitances sexuelles. Plus de 80% des violeurs connaissaient leurs victimes avant l'agression. Les viols représentent 46% des crimes jugés en Cour d'Assises. Près de la moitié d'entre eux ont lieu au sein de la famille. 17% sont commis dans la sphère amicale, de travail ou de voisinage. Les condamnations pour viols ont triplé en 25 ans.

La justice française en ses palais délabrés, livre blanc publié par l'Union Syndicale des Magistrats : justice en quasi faillite.

Jean Marc ROUILLAN, captif du passé, l'ancien chef d'Action Directe signe un nouveau témoignage « Infinitif Présent ».

27 novembre – Séjour psychiatrique forcé : le juge aura son mot à dire Décision du Conseil Constitutionnel du 26/11/2010 qui a censuré la loi de 1990 sur les hospitalisations sous contrainte – deux procédures : hospitalisation à la demande d'un tiers (HDT) 62000 personnes en 2009, hospitalisation d'office (40) décision prise par le préfet ou de façon provisoire par le maire 15000 personnes en 2009. Le Conseil a fixé à 15 jours le délai au delà duquel l'intervention d'une juridiction de l'ordre judiciaire est obligatoire (délai de 8 mois pour que le Parlement adopte une nouvelle loi).

Direction générale du Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF) Annie GUIBERTEAU analyse les violences faites aux femmes. La loi du 9 juillet 2010 : Les victimes de violence au sein du couple peuvent demander une ordonnance de protection délivrée en urgence par le juge aux affaires familiales : éviction du conjoint violent, placement possible sous surveillance électronique mobile des auteurs de violences conjugales.

2009 le ministre de l'Intérieur recense : 140 femmes décédées de violences au sein du couple, 25 hommes (dont certains étaient auteurs de violences), 10 enfants victimes de leur père ou de leur mère

28 novembre – Le juge constitutionnel face à sa responsabilité ! Révision constitutionnelle de juillet 2008 : tout citoyen peut poser une « question prioritaire de constitutionnalité » (QPC) 53 lois déférées, 11 lois censurées.

Une mère, son bébé oublié dans la voiture et la justice. « Je n'ai pas voulu la mettre en danger, mais je l'ai fait quand même. Mon boulot c'était de protéger ma fille » la mère condamnée mais dispensée de peine.

30 novembre – Les suisses approuvent par référendum le renvoi des étrangers délinquants (52,9% des électeurs) initiative de l'Union Démocratique du Centre (droite nationaliste) Consécration du principe de la « double peine » emprisonnement puis renvoi sans recours possible

Nouvelle offensive du Parti Socialiste pour la télé gratuite en prison (à l'occasion d'un amendement à la loi fiscale) suite à la campagne de François KORBER ancien détenu et Secrétaire Général de l'Association « Robin des lois ». Michèle ALLIOT – MARIE avait indiqué vouloir fixer à 8 euros par mois et par cellule la location d'un téléviseur.

Patrice GRIFFATON, 15 ans d'usurpation d'identité aux dépens de son frère.

Sur Europe 1 annonce de la création d'une association pour une justice restaurative.

DECEMBRE 2010

1ier décembre – Des députés UMP se font l'écho des Suisses et du Front National. La « droite populaire » créée entre autres par Thierry Mariani aujourd'hui secrétaire d'Etat aux transports, a salué dans un communiqué « la vraie leçon de bon sens de nos amis suisses » favorable à la double peine.

Un homme meurt après avoir reçu deux décharges de TASER - Une enquête de l'Inspection générale des services (IGS) a été ouverte.

2 décembre – Marseille au rythme des descentes - Face à la vague de règlements de comptes depuis un an, les autorités ont décrété une mobilisation policière exceptionnelle. Les effets sont mitigés.

Alexandre GUERINI poursuivi pour détournements de fonds publics et fraudes. Le frère du Président PS du Conseil Général des Bouches du Rhône devrait être mis en examen.

Après la mort d'un homme, la dangerosité du TASER est de nouveau mise en avant. Le pistolet à impulsion électrique a été utilisé à 822 reprises par les forces de l'ordre en 2009. 5000 Taser sont disponibles dans la gendarmerie, la police et l'Administration Pénitentiaire. Un décret de mai 2010 a légalisé l'usage de cette arme par les policiers municipaux.

3 décembre – Le « Défenseur des Droits » intègrera en plus des misions du Défenseur des droits des enfants, de la Commission Nationale de la déontologie de la sécurité, et de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité les compétences du Contrôleur Général des lieux de privation de liberté à partir de juin 2014 ainsi que celles du Médiateur de la République – Décision du mercredi 1ier décembre de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale en adoptant le projet de loi organique créant le Défenseur des Droits. (suite à la révision constitutionnelle de juillet 2008) Il est aussi prévu de créer autant d'adjoints spécialement compétents qu'il existe de domaines de compétence du Défenseur des Droits.

3 décembre – Visite de Michel MERCIER Garde des Sceaux à la Maison Centrale de LANNEMEZAN.

4 décembre – Alexandre GUERINI, l'ascension contestée de « Monsieur Frère » Il a été placé en détention provisoire à la Maison d'Arrêt de LUYNES.

5 décembre – Le Conseil d'Etat a décidé d'étendre l'interdiction de la vente libre de pistolets électriques.

Libération confirmée pour un dealer présumé à BOBIGNY, décision de la Cour d'Appel de PARIS.

8 décembre – Six mois de prison pour le « NINJA » manifestant – l'homme qui s'était livré à des violences avait été soupçonné d'être un policier infiltré.

La France pays du grand écart scolaire : depuis 10 ans l'écart se creuse entre les mauvais élèves (particulièrement les garçons) et les meilleurs. L'origine sociale et familiale pèse plus qu'ailleurs sur la réussite scolaire.

9 décembre – 14 ex militaires chiliens jugés en France pour des faits commis durant la dictature PINOCHET.

10 décembre – En 2007, Thierry DEVE – OGLOU a tenté de violer Anne – Lorraine SCHMITT et l'a tuée. Son procès s'ouvre lundi 13 décembre. Portrait d'un homme presque ordinaire. En février 2007 il était sorti de prison après deux années de détention pour un viol en janvier 1995. Le psychiatre Daniel ZAGURY dénonce « la stigmatisation démagogique » de la récidive. La dangerosité est une notion prospective, statistique, probabiliste dont la certitude est exclue, le risque zéro est une quête illusoire car inhumaine. Ce qui pousse le délinquant sexuel à la récidive le plus souvent n'est pas une pulsion, mais un sentiment d'isolement et d'abandon.

Des élus UMP sont pour la double peine – 43 députés de la « droite populaire » ont signé un amendement prévoyant la possibilité pour la Cour d'Assises de prononcer une interdiction définitive du territoire français pour des étrangers déclarés coupables.

11 décembre – La Cour de Cassation va se prononcer sur l'indépendance du parquet à propos de l'affaire Philippe CREISSEN, sa garde à vue avait été prolongée au-delà des premières 24 heures par le Procureur de la République.

Israël veut avoir un centre de détention pour stopper l'entrée des réfugiés africains. Il serait construit dans le désert de NEGUEV, capacité d'accueil de 8.000 à 10.000 places.

Peines aggravées pour le « gang des barbares » demandées par l'avocat général (affaire Ilan HALIMI).

Décembre 2010 – Publication de « ETUDES » la revue comporte un article de Jean Marie DELAUE Contrôleur Général des lieux de privatisation de liberté intitulé : « PRISONS et relations carcérales »

Publication de la revue « POUVOIRS » consacrée à la PRISON.

12/13 décembre – Vives réactions de policiers après la condamnation de sept d'entre eux à des peines de prison fermes de 6 mois à un an pour violences et dénonciations calomnieuses. Le parquet a décidé de faire appel, le Ministre de l'Intérieur a estimé que le jugement pouvait « légitimement apparaître aux forces de sécurité comme disproportionné ».

12 décembre – RTL journal de 8 heures témoignage de détenu en permission à l'occasion de la rencontre organisée par l'Observatoire International des Prisons consacrée au droit d'expression en prison à LYON pour l'anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Revue GEO : article consacré à une prison ouverte en NORVEGE située sur une île à 74 kms d'OSLO.

14 décembre – Brice HORTEFEUX : « mes propos je les confirme, je les revendique et les assume » jugement disproportionné s'agissant de policiers condamnés à BOBIGNY à de la prison ferme. Michel MERCIER défend les magistrats.

Pour l'honneur de SIHEM SIOUD une policière victime du racisme tribune d'Arnaud MONTEBOURG. Après la publication de son livre « OMERTA DANS LA POLICE » où elle dénonce le racisme de ses collègues, elle a été suspendue.

Un des braqueurs présumé du casino d'URIAGE de nouveau interpellé, il avait été remis en liberté par la Cour d'Appel de Grenoble.

15 décembre – 835 condamnés à mort dans les prisons irakiennes.

Mort d'un homme frappé par un tir de flash-ball.

Brice HORTEFEUX, le protégé du Président tancé par le Premier Ministre - Monsieur FILLON a recadré le ministre de l'Intérieur qui avait soutenu les policiers condamnés à BOBIGNY.

La Cour d'Assises a entamé le procès de Thierry DEVE – OGLOU pour le meurtre d'Anne – Lorraine SCHMITT en 2007. Le père se bat pour un durcissement de la loi. Il avait rejoint puis quitté début 2010 l'Institut pour la Justice.

16 décembre – Quartiers sensibles : 43% des hommes jeunes sont au chômage. Un rapport inédit de l'Observatoire des zones urbaines sensibles montre l'aggravation de la fracture sociale dans les banlieues défavorisées et une ghettoïsation accrue (751 quartiers sensibles).

150 aumôniers musulmans dans les prisons françaises, 520 aumôniers catholiques et 260 aumôniers protestants.

Assemblée Nationale : La commission des lois a accepté un amendement au projet de loi sur la sécurité intérieure (LOPPSI) donnant la possibilité aux jurys de cour d'Assises de prononcer une peine complémentaire d'interdiction du territoire à l'encontre d'un étranger déclaré coupable.

« J'avais devant moi une bombe qui ne demandait qu'à exploser » Une ex-victime témoigne au procès du meurtrier présumé d'Anne – Lorraine SCHMITT.

16 décembre – LIBERATION « LOPPSI 2 la sûreté à cran »

Coup de vieux sur la justice des jeunes Il s'agit d'aligner encore un peu plus la justice des enfants sur celle des adultes au nom de la rapidité de la réponse pénale.

Aggravation des peine : « des peines au plancher bien renforcé » instauration d'une peine incompressible de 30 ans pour les assassins de policier.

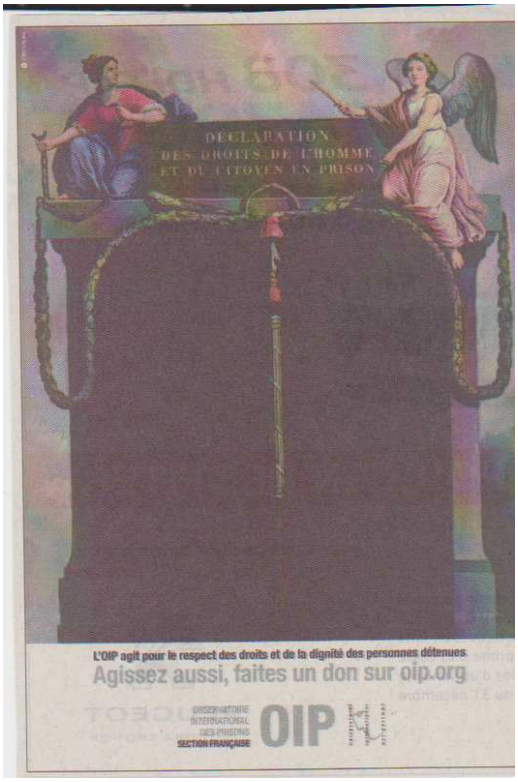
18 décembre – Le Conseil Constitutionnel a amélioré le vendredi 17 décembre les droits des mis en examen et gardés à vue : la privation de liberté ne peut être ordonnée que par un magistrat du siège.

Le Conseil Constitutionnel a enregistré 100 questions prioritaires de constitutionnalité depuis mars 2010, dans 30% des cas le Conseil Constitutionnel a prié le législateur de revoir sa copie.

19 décembre – Monsieur HORTEFEUX condamné pour atteinte à la présomption d'innocence à l'encontre de David SENAT ancien conseiller de Michèle ALLIOT – MARIE.

Peines aggravées en appel au procès du « gang des barbares ».

Un monde tortionnaire Rapport 2010 de l'ACAT – France. Utilisation abusive du TASER et du flash-ball, conditions de détention dans les prisons sont dénoncées dans le rapport.



21 décembre – Plusieurs centaines de personnes aux Assises contre l'islamisation à PARIS, organisées par le Bloc identitaire (extrême droite) et Riposte laïque.

Le parti des Vrais finlandais entraine le pays vers la xénophobie. Les immigrés somaliens 7100 sur une population de 5,3 Millions d'habitants sont devenus une question essentielle du débat politique

Allemagne : un brûlot anti islam en tête des ventes, livre de Thilo SARRAZIN 1,25 Million d »exemplaires vendus.

Cote d'Ivoire : l'ONU dénonce des exactions massives.

Bilan en demi-teinte pout l'intégration des immigrés et de leurs enfants. Alors que certaines populations « décrochent », une classe moyenne issue de la diversité émerge.

Une militante basque française menacée d'extradition vers l'Espagne. Membre du parti BATASUNA, Aurore MARTIN serait la 1ière française livrée à l'Espagne.

22 décembre – Le cinéaste iranien JAFAR PANAHI condamné à 6 ans de prison.

Transparence des amendes financières pour les députés fraudeurs mais pas de peine de prison.

Les récentes attaques à main armée inquiètent les autorités. Moins nombreux les assauts contre les distributeurs de billets sont plus violents. Les malfaiteurs cherchent du cash pour le trafic de drogue.

23 décembre – « la droite populaire lancée par 35 députés de l'UMP le 14 juillet 2010 : »l'immigration doit être contrôlée et maîtrisée » « la sécurité première des libertés » Thierry MARIANI un des leaders de ce groupe est membre du gouvernement.

La France condamnée pour manque de soins à une détenue malade. Elle avait déposé plusieurs demandes de suspension de peine pour raisons médicales qui ont été rejetées.

Les députés adoptent le projet de la loi d'orientation et de programmation sur la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) 16ième loi en 8 ans l'arsenal répressif en sort renforcé.

24 décembre – Etats-Unis : 46 condamnés à mort exécutés en 2010.

Pédophilie : le chef de l'église belge s'explique. L'institution a protégé « le camouflage » reconnaît Monseigneur LEONARD devant le Parlement.

26 décembre – La France succombe à la mode des résidences sécurisées. A Etiolles dans l'Essonne, près de la moitié des habitants vivent à l'abri des barrières.

Saint Quentin Fallavier, en cour de promenade un détenu a té déshabillé par des codétenus et violemment frappé.

Ban public : 113ième suicide ou mort suspecte en prison (Béthune)

Paroles de criminels sexuels France culture a suivi un programme de soins à la prison de FRESNES. L'expérience est en cours depuis 3 ans, elle s'adresse à douze détenus par sessions de six mois. Elle est inspirée d'un modèle initié au Québec en 1979 afin de prévenir la récidive.

28 décembre – Analyse de Gérard COURTOIS Nicolas SARKOZY et les 4.618.000 chômeurs Déclaration de Jean Paul Delevoye dans son dernier rapport « j'estime à 15 Millions le nombre de personnes pour lesquelles les fins de mois se jouent à 50 ou 100 euros près » (soit un bon tiers des français adultes).

En France le magazine Challange estime à 150 Milliards d'euros la fortune cumulée des 30 personnes les plus riches Bernard ARNAULT 25 Milliards Famille MULLIEZ (Auchan) 20 Milliards.

29 décembre – TASER ouverture d'une information judiciaire après après un décès suspect. Décès d'un malien après deux décharges de pistolet à impulsion électrique.

En Russie, Mikhail KHODORKOUSKY est la cible d'un acharnement judiciaire.

30 décembre – La France condamnée pour manque de soins médicaux envers une détenue ; L'anorexie de Virginie RAFFRAY TADDEI, 48 ans, incarcérée à ROANNE n'a pas été prise en charge.

31 décembre – +40% de vols avec violence dans les transports parisiens (9501 agressions en 2010 liés pour la plupart à des vols de téléphones portables).